

# Droit et Liberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

**LE M.R.A.P.  
ACCUSE...**

Le 17 octobre  
à Limoges

**POUJADE**  
répond de ses excitations  
antisémites

(Voir en page 4.)

## Réflexions sur un référendum

À la veille du référendum sur la réforme constitutionnelle, chaque citoyen s'interroge sur l'avenir de la démocratie en France. Moins que personne les antiracistes ne sont indifférents au sort de la démocratie.

En effet, si notre lutte a pour but que soient reconnus à toutes les femmes, à tous les hommes, les droits de citoyen à part entière sans distinction d'appartenance raciale ou confessionnelle, nous mesurons dans la pratique quotidienne de l'action que la véritable citoyenneté ne se réalise pleinement que dans la démocratie.

PAR

**Charles PALANT**

Secrétaire général du M.R.A.P.

Chère aux antiracistes, la démocratie l'est encore parce que, permettant à tous les courants de s'exprimer, elle favorise l'addition des bonnes volontés humaines, dans la résistance à l'injustice, inhérente aux imperfections de la société.

Tout recul de la démocratie, toute restriction à la libre information, à la libre discussion, c'est-à-dire au libre jugement des citoyens, bafoue l'idéal des antiracistes, partie intégrante de la doctrine républicaine, essentiellement fondé sur le respect mutuel et l'estime réciproque des citoyens.

Les antiracistes partagent donc dans leur ensemble les préoccupations qui s'expriment dans les plus larges milieux républicains.

RESPECTANT la grande diversité d'opinions de nos amis antiracistes, dont le large éventail fait la fierté et l'honneur de notre Mouvement, nous ne

(Suite page 4.)

## Courage, Meredith!



A l'appel du M.R.A.P.  
au Théâtre Récamier  
**Vibrante soirée de solidarité  
avec les noirs  
et les antiracistes américains**

LE 20 septembre 1962 un jeune homme se présente au bureau des inscriptions de l'Université d'Oxford, dans le Mississippi. Il demande son admission aux cours de l'Université. L'employée de service le regarde, interloquée, puis se frotte les yeux. Dehors, un groupe d'étudiants commence à hurler, en ricanant. Le candidat a vingt-neuf ans, se nomme James Meredith et il a la peau noire. Les jeunes blancs hurlent de plus en plus fort. Pour la première fois en effet, depuis la fondation de l'Université, il y a 114 ans, un « nigger » (sale nègre) ose franchir les portes. Ce descendant d'esclaves, pourtant, ne fait que réclamer son droit. Un droit inscrit dans la Constitution des Etats-Unis et dans la Loi. En effet, depuis 1954, la Cour Suprême a ordonné que toutes les écoles américaines soient

« intégrées », c'est-à-dire que les élèves noirs doivent y être admis au même titre que les blancs. Aujourd'hui, tous les Etats américains, sauf trois (le Mississippi, l'Alabama et la Caroline du Sud) ont fini par accepter le principe de l'intégration. Le principe seulement car, en fait... Mais c'est une autre histoire.

... Et bien entendu, l'inscription de James Meredith fut refusée, en vertu de

(Suite page centrale.)

## GRAND GALA ANTIRACISTE

Dimanche  
18 novembre  
à 20 h. 45  
Salle Pleyel

avec

**Colette RENARD**  
et une pléiade de vedettes



Ne manquez pas cette soirée!



Les billets de 3 NF à 12 NF sont en location  
au siège du M.R.A.P., 30, rue des Jeûneurs  
PARIS (2<sup>e</sup>), Tél. : GUT 09-57



### DANS CE NUMÉRO :

- André HAURIUO : Démocratie et racisme (page 5).
- Olga WORMSER : Sur une imposture (page 5).
- Hilaire CUNY : Progrès technique et éducation antiraciste (page 11).
- Mouloud FERAOUN : La révolte (page 12).
- Julien AUBART : Il faut poursuivre l'effort (p. 11).
- Notre jeu antiraciste : CONNAISSEZ-VOUS?... (page 9).



## Ce mois-ci...

17-IX. — Le chef O.A.S. Canal condamné à mort par le Tribunal Militaire. Son adjoint Vincent, auteur de l'attentat qui aveugla la petite Delphine Renard, condamné à la réclusion perpétuelle.

18-IX. — Ouverture à New York de la 17<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

● Le Parti National du Peuple Allemand, qui fut l'allié du parti nazi lors de la prise du pouvoir par Hitler, tient à Cassel (R.F.A.) son congrès de réconstitution.

### 20-IX. — Election de l'ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE en Algérie.

● Le jeune noir James Meredith se présente à l'Université d'Oxford, Mississippi. Son inscription est refusée.

22-IX. — Une information est (enfin) ouverte contre Soustelle, dirigeant avec Argoud et Bidault du C.N.R.-O.A.S.

● Des nazis américains en uniformes de S.S. manifestent devant la Maison Blanche contre l'intégration scolaire.

25-IX. — Première séance de l'Assemblée Constituante à Alger. Son président, Ferhat Abbas, proclame la République Algérienne Démocratique et Populaire.

● Le gouverneur du Mississippi, Ross Barnett, refuse pour la seconde fois d'admettre James Meredith à l'Université d'Oxford.

● « Circonstances atténuantes » au Tribunal Militaire, pour les assassins O.A.S. du Val de Grâce, qui avaient tué le gendarme Legros, alors qu'ils visaient Yves Le Tac.

26-IX. — Mosley chassé par les étudiants de l'Université de Buffalo (U.S.A.) où il devait prendre la parole.

27-IX. — Un cimetière juif profané à Felheim, près l'Ulm, en République Fédérale Allemande.

● Le chef de la police criminelle de Dusseldorf, Gunter Tabbert, arrêté : il avait participé au massacre des juifs en Europe orientale, en 1941 et 1942.

28-IX. — Accompagné par une escorte militaire, James Meredith se rend de Memphis à Oxford pour s'inscrire à l'Université. Mais, sur ordre de Washington, l'avion qui le transportait rebrousse chemin. Une croix du Ku Klux Klan brûle devant l'Université d'Oxford.

29-IX. — Désigné trois jours plus tôt pour former le premier gouvernement algérien, M. Ben Bella se présente devant l'Assemblée et reçoit l'investiture.

● Plastic à Douarnenez. Attentats O.A.S. à Toulon et à Toulouse.

30-IX. — En fin de journée, les forces fédérales (2.200 hommes) arrivées par avion à Oxford, occupent l'Université du Mississippi et Y FONT PENETREER JAMES MEREDITH. Au cours des manifestations, il y a deux tués, dont le correspondant de l'AFP, Paul Guihard. 166 agents fédéraux blessés, dont 29 par balles. 176 personnes arrêtées, dont LE GENERAL WALKER.

1-X. — Tandis que de nouvelles bagarres ont lieu à l'extérieur, James Meredith inscrit à l'université d'Oxford, assiste à son premier cours.

2-X. — Arrestation à Périgueux de l'assassin du général Ginetet : le jeune Oranais Jean-Louis Dumont. Trois tonnes d'armes de guerre, emmagasinées par l'O.A.S., découvertes dans le Sud-Ouest.

● Ouverture à Londres du second procès de Colin Jordan, chef du « Mouvement National Socialiste », à la suite de la perquisition opérée dans ses locaux. Il récusé un des jurés parce que noir : ce juré est remplacé.

3-X. — Septième voyageur humain de l'espace, Walter Schirra fait 6 fois le tour de la terre, cinq exactement après le lancement du premier spoutnik par l'U.R.S.S.

● Des croix gammées de 4 mètres de haut barbouillées sur les murs de la synagogue de Merano, en Italie.

5-X. — La MOTION DE CENSURE contre le gouvernement Pompidou est votée à l'Assemblée Nationale.

● Soirée de solidarité avec les noirs et les antiracistes américains, organisée par le M.R.A.P. à Paris.

7-X. — Le général Walker, qui était interné au centre médical de Springfield, est remis en liberté sous caution, celle-ci ayant été réduite de moitié par les juges.

8-X. — L'Algérie indépendante ADMISE A L'O.N.U. par acclamations. Elle est le 109<sup>e</sup> membre de l'Organisation internationale.

9-X. — Protectorat britannique depuis 1894, l'Ouganda devient le 34<sup>e</sup> pays indépendant de l'Afrique. Sa population comprend 6.845.000 Africains (98 %), 77.400 Asiatiques, 11. 600 Européens.

10-X. — L'Assemblée Nationale est dissoute par le général de Gaulle. Le gouvernement Pompidou, démissionnaire, est maintenu en fonctions.

● La petite Delphine Renard, défigurée par une attentat O.A.S., arrive à New York, où elle doit subir des opérations de chirurgie esthétique. Mais on craint qu'elle ne retrouve jamais la vue.

11-X. — Ouverture à Rome du 21<sup>e</sup> Concile Œcuménique.

## QUE SE PASSE-T-IL ?

### U. S. A.

#### ● Où en est « l'intégration » scolaire ?

UN tableau, publié récemment par le *New-York-Times* donne quelques chiffres significatifs sur l'intégration scolaire dans les Etats du Sud des Etats-Unis. Sur 18 Etats, dont 11 sont typiquement « sudistes », quatre n'ont pas encore pratiqué l'intégration. Ce sont la Caroline du Nord (264.200 élèves noirs), l'Alabama (267.000), la Géorgie (306.200) et le Mississippi (283.000, dont 1 intégré : James Meredith). 7 Etats ont « intégré » moins de 2 % d'élèves noirs.

Ce sont la Louisiane (4 - quatre - sur 278.000) la Caroline du Nord (50 sur 319.000), l'Arkansas (100 sur 104.000, depuis les incidents de Little Rock), la Virginie (170 sur 211.000), le Tennessee (250 sur 148.000), la Floride (775 sur 201.100) et le Texas (3.500 sur 288.300).

Dans les Etats qui sont nettement moins sudistes et où les noirs sont également moins nombreux la situation est plus satisfaisante, mais les chiffres prouvent que l'intégration est loin d'être totale. Même dans le district le plus évolué, celui de Columbia où se tient la capitale Washington, sur 89.500 élèves noirs, 73.300 seulement sont intégrés. Les autres Etats sont le Delaware (6.200 sur 15.000), l'Oklahoma (10.520 sur 40.900), la Virginie occidentale (12.000 sur 24.000), le Kentucky (13.000 sur 43.000), le Maryland (33.000 sur 135.200) et le Missouri (35.000 sur 80.000).

Toutefois, ces chiffres ne tiennent pas compte de la nouvelle rentrée scolaire et il est probable que l'évolution lente, mais continue, se sera précisée. Il faudra de longues années encore pour que les noirs obtiennent la victoire totale. Mais celle-ci ne fait plus de doute.

### O. N. U.

#### ● L'apartheid à l'ordre du jour

LE tragique problème de « l'apartheid » en Union Sud-Africaine préoccupe toujours l'O.N.U. qui a nommé une commission « ad hoc » chargée d'étudier spécialement la question. Il est probable que les travaux de cette commission seront longs et tortueux, car les racistes vont tout mettre en œuvre pour les faire échouer.

On sait que le président du comité spécial de l'O.N.U. pour le sud-ouest africain avait publié, conjointement avec le gouvernement de Pretoria, le 26 mai dernier, un communiqué, affirmant que la situation dans ce territoire, ne constituait pas une menace à la paix et à la sécurité internationale. Mais à son retour de Pretoria, le président de la commission s'était récusé, affirmant qu'il n'avait signé ce texte que parce qu'il avait été drogué. L'O.N.U. ayant décidé de considérer le communiqué comme nul et non avenu, le représentant de l'Afrique du Sud à l'Assemblée générale, M. Eric Louw protesta vigoureusement, affirmant qu'il ne participerait pas aux séances de la commission sur les problèmes raciaux.

Pour M. Louw, la politique d'« apartheid » est une question « purement intérieure ». L'Union Sud-Africaine ne se laissera pas « détourner de sa voie, de sa nouvelle frontière, sa politique de développement séparé pour blancs et non-blancs ».

Mais à la commission, cette politique a été l'objet de critiques unanimes. M. Menchikov, au nom de l'Union Soviétique, a particulièrement attaqué ceux qui condamnent en paroles la politique « d'apartheid », mais soutiennent en fait le régime Verwoerd. Ce n'est en effet un secret pour personne que l'O.T.A.N. fournit des armes à M. Verwoerd et que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne investissent en Afrique du Sud d'importants capitaux.

De cette situation, Verwoerd sait d'ailleurs tirer profit, en effectuant une manière de chantage. Au cours du congrès du Parti Nationaliste, dont il est le leader, il a déclaré que « le chaos, la misère et l'agitation » s'implanteraient en Afrique du Sud, si les blancs venaient à quitter ce territoire. Or les blancs menacent justement de partir si la politique d'apartheid est mise en échec. Ce chantage influencera sans doute la position des pays intéressés à ce que l'Afrique du Sud reste calme... pour que prospèrent les affaires.

## La caravane passe...

IL n'y a rien de plus stupide, à mon avis qu'un homme imbu de sa supériorité raciale. Les inconsolables de l'« Algérie française » se vengent de leur défaite en insultant « l'Arabe », cause de tous leurs maux et de leurs aigreurs d'estomac. Un certain Georges Gaudy qui sévit dans le royaliste et fasciste organe de « l'Action Française », produit dans un article haineux, des citations tronquées d'ouvrages eux-mêmes racistes et qui prouveraient par A + B que « l'Arabe » est un être inférieur et cruel, surtout depuis qu'il est mahométan : « Le danger qui a surgi dans le monde arabe est mahométan et il ne varie pas depuis 13 siècles »...

J'oserais humblement faire remarquer à M. Gaudy qu'il y a treize siècles, alors que la civilisation arabe était hautement développée, les ancêtres des « Rois qui en mille ans firent la France » selon Maurras, marchaient encore à quatre pattes, moralement du moins.

Parlant du Djihad, l'auteur de l'article nous inflige cette pénible citation : « Tous les coups, quels qu'ils soient, toute violation, toute piraterie, tout rapt, tout meurtre, tout massacre, tout chantage, toute violence, toute fourberie, sont des actes de Djihad, des faits de guerre méritoires »... Il parle plus loin des « mœurs immondes qu'on a décrites, analysées, expliquées, il y a cent ans et plus, des observateurs effrayés par le fait arabe »... Il ajoute aussi que l'Arabe si terrifiant est lâche : « Les Arabes passent... sans transition de l'insulte la plus outrée à la supplication la plus humble ». Et encore : « Il ne peut être que dominé ou révolté ». Mais il y a les autres : « Il y a de bons, d'honnêtes Arabes... Ils ne demanderaient qu'à demeurer tranquilles s'ils n'étaient pas excités par les bandes sauvages qu'il nous appartenait d'exterminer. »

Qu'on m'excuse de ces citations qui soulèvent le cœur. Mais il faut connaître ces excitations à la haine, à la violence qui conduisent si facilement au fascisme. Je pourrais répondre point par point à ce journaliste hystérique et, à la rigueur lui rappeler l'Inquisition, Torquemada ou les Croisades. Sans parler des chambres à gaz qui n'avaient rien d'« arabe ». Je n'en ferai rien. La bêtise est une incurable maladie. Mais quand elle devient folie furieuse, il y a des moyens de la rendre inoffensive. Il y a des hôpitaux psychiatriques ailleurs qu'à Springfield...

Oncle TOM.

### FRATERNITE

#### ● " Si tous les gars du monde..."

UN malade agonisait à l'hôpital de Grenoble, il y a quelques jours. Un seul médicament pouvait le sauver, mais ce médicament, fabriqué en Hongrie était absolument introuvable en France.

Un ami du malade, radio-amateur, eut l'idée de confier aux ondes le message de la dernière chance. Son appareil était de faible puissance, mais le message fut tout de même capté par un autre radio amateur d'Amiens, M. Claude Crépin qui poserait, lui, un poste assez puissant.

Reprenant le message de son « collègue » inconnu, M. Crépin le lança à son tour dans l'espace. Le hasard fit bien les choses et un radio-amateur de Budapest, qui, par un bonheur inespéré, comprenait le français capta le message et alerta la Croix Rouge hongroise.

Celle-ci expédia immédiatement le médicament par le premier avion en partance. Cet avion allait à Bruxelles. De Bruxelles, toujours par la voie des airs, les précieuses ampoules furent acheminées sur Grenoble. L'opération n'avait demandé que quelques heures. Le malade est désormais hors de danger.

Dédié à ceux qui trouvaient « invraisemblable » l'aventure contée par Christian-Jaque dans « Si tous pars du monde... », film qui remporta, on s'en souvient, le Prix de la Fraternité.

### O. A. S.

#### ● Commando en échec

Au début du mois d'octobre, un commando O.A.S., reconstitué et venant d'Oran, devait s'installer à la Centrale gazière de Grand-Quevilly, près de Rouen. Il ne s'agissait pas d'une opération clandestine, mais d'une manœuvre tout ce qu'il y a d'officielle, puisque les membres du commando, Francis Merello, Rossi, Roblès et Di Giacomo, membres actifs et fort connus de l'O.A.S., qui avaient installé un fortin dans une usine d'Oran d'où les quartiers musulmans étaient bombardés chaque jour par des déserteurs du 1<sup>er</sup> R.E.P., étaient tous « mutés » dans la Centrale gazière. Avec en plus, des avantages financiers considérables. Les syndicats de l'entreprise ayant eu vent de cette curieuse mutation s'émurent. Le personnel fit savoir à la direction qu'il ne tolérerait pas l'entrée

### ENSEMBLE POPULAIRE DE PARIS

Pour la nouvelle saison artistique avec tournée estivale à l'étranger, l'Ensemble Populaire de Paris de l'U.D. de la Seine recrute :

Chanteurs - Danseurs - Instrumentistes. INSCRIPTION : Mardi et vendredi, à partir de 20 h. 30, 85, rue Charlot (3<sup>e</sup>). Métro République. CLOTURE D'INSCRIPTIONS : Fin octobre.

des fascistes dans la Centrale. La direction informa alors les syndicats qu'elle mettrait les nouveaux employés au travail le 8 octobre au matin, par tous les moyens.

Mais ce jour-là, devant la porte de la Centrale, tous les travailleurs et leurs dirigeants syndicaux, ainsi que des ouvriers des entreprises voisines, se massèrent pour empêcher les membres du commando de s'installer.

Ceux-ci ne purent pénétrer dans la cokerie. Le Préfet a promis à une délégation de faire effectuer une enquête en Algérie sur les indésirables. En attendant, ils ne travailleront pas à la Centrale.

### TRIBUNAUX

#### ● « L'armée tirait aussi »

ON a jugé récemment, au tribunal militaire de Paris, un jeune déserteur de 21 ans, Ernandez qui avait quitté l'armée pour passer dans l'O.A.S. Ce n'est d'ailleurs pas ce qu'on lui reprochait, mais sa participation, à Alger et à Oran, à des expéditions contre les Algériens dont l'une, la plus grave, fit une dizaine de morts, le 17 avril 1962, dans le quartier Saint-Eugène.

Ernandez reconnaît bien volontiers avoir vidé deux chargeurs de son revolver sur les Algériens ce jour-là. Son système de défense est assez simple. On avait, paraît-il, menacé de s'en prendre à sa fiancée. Il ne se reconnaît pas d'autre mobile.

Son avocat, M<sup>e</sup> Delvoyé, lui tend la perche : « Racontez comment est mort

(Suite page 3.)

### DROIT ET LIBERTE

MENSUEL

30, rue des Jeûneurs - Paris (2<sup>e</sup>)  
Tél. : GUT. 09-57

#### Tarif des abonnements

FRANCE :

Un an : 7,50 NF  
Abonnement de soutien : 15 NF.

ETRANGER

Un an : 12 NF  
Compte Ch. Post. : 6070-98 Paris  
Pour les changements d'adresse envoyer 60 fr. et la dernière bande.

EN BELGIQUE :

On peut se procurer « Droit et Liberté » ou s'abonner au « Cercle Culturel et Sportif Juif », 52, rue de l'Hôtel des Monnaies, Bruxelles 6. Les versements peuvent être effectués au C.C.P. 278947, de M. S. Gutman, Bruxelles.

Le numéro : 10 francs belges.

L'abonnement annuel : 100 FB.

Abonnement de soutien : 150 FB.



Journal composé et imprimé par des ouvriers syndiqués

S.P.E.C. — Châteauroux  
Gérante : S. BIANCHI.



(Suite de la page 2.)

voire père. » Hernandez raconte que son père périt dans l'incendie de sa maison, allumé, dit-il par le F.L.N. Le président paraît ému : « C'est donc ce drame affreux qui explique les actes qu'on vous reproche aujourd'hui. » « Pas du tout ! » s'écrie Hernandez, démolissant ainsi le fragile édifice de défense de son avocat. Alors, celui-ci, changeant de tactique démontre que ce jour-là, à Alger, les Algériens participaient à une manifestation interdite et que l'armée avait tiré aussi. Rien ne prouve donc que les balles d'Hernandez ont tué.

L'avocat général avait demandé 15 ans de réclusion. Le tribunal en accorde huit.

## INTERNATIONALE NÉO-NAZIE

### ● Ils continuent...

Le « Mouvement National-Socialiste » britannique, dirigé par Colin Jordan, qui avait organisé en juillet dernier l'une des manifestations antisémites de Trafalgar Square, à Londres, a exprimé bruyamment sa sympathie aux racistes du Mississippi. A son appel, un groupe de fascistes est allé protester devant l'ambassade des Etats-Unis contre l'entrée de James Meredith à l'Université d'Oxford. Un télégramme de félicitations a été adressé au gouverneur Ross Barnett pour son « attitude ferme ».

☆

Dans la même période, Oswald Mosley, « führer » d'un autre groupement fasciste anglais, le « Mouvement de l'Union » s'est rendu aux Etats-Unis pour prendre la parole devant les étudiants de l'Université de Buffalo. Bien qu'il ait pris la précaution d'affirmer auparavant qu'il n'avait aucun rapport ni avec l'O.A.S., ni avec le nazi américain Rockwell, il ne put pas faire sa « conférence » et fut chassé au bout de quelques minutes. Plusieurs journaux américains ont reproché au président Kennedy d'avoir accordé à ce sinistre personnage un visa d'entrée aux U.S.A.

☆

Non contents d'avoir prêté main forte aux commandos du général Walker au

## Une communication du M.R.A.P. au 21<sup>e</sup> Concile Œcuménique

**A**VANT l'ouverture du 21<sup>e</sup> Concile Œcuménique plusieurs porte-parole autorisés ont fait savoir que parmi les problèmes qui seront soumis aux représentants de l'Eglise, figurerait celui de l'antisémitisme et du rôle qui incombe aux chrétiens dans le combat contre ce mal.

Il s'agit là d'un problème important, que nos lecteurs connaissent, et qui a fait l'objet, dans nos derniers numéros, de plusieurs articles de Nicole de Boisanger-Dutreil.

Aussi le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix a-t-il élaboré à ce sujet un bref mémorandum qu'il a communiqué au Secrétariat du Concile, en vue d'un examen par la commission compétente.

Après un exposé de la situation, évoquant, selon la formule de Jules Isaac, les origines chrétiennes de l'antisémitisme, mais aussi les efforts accomplis par l'Eglise, surtout dans la dernière période, pour promouvoir l'esprit de tolérance et de fraternité humaine, ce document soumet à l'appréciation du Concile un certain nombre de suggestions.

Les mesures préconisées, ou d'autres inspirées du même esprit, contribueraient de façon décisive, estime le Bureau National du M.R.A.P., à créer de nouveaux rapports non seulement entre chrétiens et juifs, mais entre tous les hommes sans distinction.

Nous en donnerons prochainement une analyse détaillée.

cours des émeutes d'Oxford, dans le Mississippi, les « nazis américains » ont paradé le 25 septembre, en uniformes hitlériens ornés de croix gammées, devant la Maison Blanche, à Washington. Ils protestaient contre des membres de la société « pour l'égalité des races » qui avait organisé un défilé. C'est seulement lorsqu'une bagarre a eu lieu que sept nazis ont été arrêtés.

Le 13 octobre, toujours en uniformes de S.S., des fidèles de Rockwell ont tenté d'empêcher une réunion du Parti Communiste des Etats-Unis, à Philadelphie. Ils ont été chassés par les 2.000 participants.

## ALLEMAGNE

### ● Du 3<sup>e</sup> Reich à l'Etat de Bonn

Le banquier Robert Pfermenges, « l'homme le plus riche d'Allemagne », qui vient de mourir, était l'ami intime d'Adenauer, le seul, dit-on, qu'ait jamais tutoyé le chancelier.

Cette amitié n'est sans doute pas l'élément le moins significatif dans la carrière de ce maître de la haute finance allemande, administrateur de 20 sociétés (textiles, compagnies d'assurances, sidérurgie) et

président du conseil d'administration de 13 autres affaires géantes.

Fondateur avec Adenauer du parti chrétien-démocrate (C.D.U.), après avoir échappé aux ennuis de la dénazification, Pfermenges avait été l'un des piliers du régime nazi. Conseiller financier à Brüning, il avait reçu de Hitler le titre de *Wehrwirtschafts führer* (chef de l'économie de guerre). Il profita largement du pillage des biens juifs, s'appropriant notamment la banque Salomon Oppenheim, de Cologne. Aussi figurait-il, aux côtés de Krupp, Thyssen, Röehling, Klöckner, etc. sur la liste des industriels « complices des crimes commis pendant la guerre contre les peuples » établie en 1945 par une commission du Sénat américain, que présidait le sénateur Kilgore.

Pfermenges était plus encore qu'un personnage de premier plan : un symbole.

### ● Culture... du nazisme

Selon le journal ouest-allemand « Deutsche Zeitung », le ministre de la Culture de Bonn a décidé d'autoriser la présence dans les bibliothèques scolaires du livre de Hitler « Mein Kampf » (« Mon Combat »).

Cet ouvrage nazi, déclare le texte ministériel, « fait partie de l'histoire et les élèves ont le droit de connaître dans ses détails l'histoire de cette période. Cette lecture, entre autres, permettra aux écoliers de devenir mûrs politiquement. »

## Il y a un an...

**C**ETAIT il y a un an, souvenez-vous, le 17 octobre 1961. Un photographe avait pu, dans la nuit, fixer ce cliché hallucinant : un vélomoteur renversé, des chaussures égarées, des pièces de vêtements déchirées, de menus objets personnels éparpillés. Un peu plus loin des flaques de sang. Et plus loin encore, hors de la photo, des hommes étendus à terre, baignant dans leur sang, quelquefois morts, souvent mourants. Le bilan exact de cette journée n'a jamais été officiellement dressé. Mais on a, pendant plusieurs jours, retrouvé des cadavres d'Algériens dans la Seine...

Que s'était-il passé ? Depuis le 5 octobre, des arrêtés préfectoraux instituaient officiellement la discrimination raciale. Un couvre-feu inhumain et méprisant était institué pour les Algériens vivant en France. Les brimades se multipliaient, accompagnées de sévices à l'égard des contrevenants. Des hommes disparaissaient de chez eux et leurs familles n'obtenaient pas des services de police la moindre nouvelle. Des camps de concentration étaient installés aux portes même de Paris, comme à Vincennes...

Pour lutter contre cette situation et affirmer leur droit à la dignité humaine, les Algériens de la région parisienne, le 17 octobre, sortant des « bidonvilles » de banlieue ou des « ghettos » parisiens, envahirent les trottoirs de la capitale, silencieux, calmes, hommes, femmes, enfants mêlés, les mains nues et armés seulement de leur détermination, de leur courage tranquille. Afin de ne point prêter le flanc à toute provocation, ils respectaient toutes les règles de la légalité, y compris celles de la circulation.

Et la police chargea, frappa, blessa, tira des coups de feu. Sous les yeux des parisiens horrifiés, ce fut une terrible « razzia ».

On se souvient des nombreuses protestations que ces faits horribles soulevèrent et en particulier de celles du M.R.A.P., de la solidarité envers les victimes de cette affreuse soirée dont nombreux de nos compatriotes firent preuve.



### UN FILM SAISI

Or, immédiatement après les événements, un groupe de cinéastes se réunit sous l'égide du Comité Maurice Audin pour témoigner. Des contacts furent pris avec les Algériens de la Fédération de France du F.L.N., afin qu'un film soit tourné — clandestinement — qui retracerait l'histoire de cette journée, de sa préparation jusqu'à ses conséquences. Le film fut réalisé, non sans difficultés. Mais il reste comme un témoignage implacable et accusateur, un document brûlant et extrêmement vivant contre le racisme et le fascisme. Les événements du 8 février 1962 où, au métro Charonne,

le sang des antifascistes français vint à son tour tacher le pavé parisien, ont fourni d'autres documents qui, ajoutés aux précédents, forment un film complet, inoubliable.

Ce film, intitulé « Octobre à Paris » fut projeté le 9 octobre, par les soins du ciné-club Action, devant un millier de ses adhérents. A l'issue de la projection, la police a, contre toute légalité, saisi la copie du film. Mais l'arbitraire n'empêchera pas le cinéma de jouer son rôle d'illustrateur de l'histoire. Une saisie n'est jamais définitive : la pellicule, gravée d'images terribles, doit être restituée à ses propriétaires.

## DES FAITS qui donnent A PENSER...

**REAFFECTION.** L'Opéra d'Alger vient de réouvrir solennellement au son des tambourins et de la musique stridente de la « ghaïta ». Il servait jusque-là de « popote » aux militaires. De même l'Eglise d'Algérie a accepté de rendre à leur culte original les anciennes mosquées transformées en églises et en cathédrales au temps de la colonisation.

**CHEZ LES CRABES.** Le très fasciste « Charivari » s'est permis d'accuser « Aspects de la France » de bénéficier de ressources « non orthodoxes ». Ce qui a mis en fureur le très orthodoxe Xavier Vallat qui pleurniche : et dire, qu'à l'occasion le « Charivari » se prétend notre ami !

**PROVOCATION ?** L'affaire Meredith émeut bien sûr nos fascistes. « Aspects de la France » (4 octobre) estime qu'« à vouloir réduire trop artificiellement et par force un « anachronisme » on commet peut-être l'erreur de « provocation ». Moralité (tirée par le rédacteur de la feuille royaliste) : ne vous étonnez pas si les groupuscules nationaux socialistes s'agitent au pays de Lincoln. Ces pauvres blancs sont tellement « provoqués »...

**LE PAVE DE L'OURS.** Le voyage du général de Gaulle en Allemagne Fédérale a provoqué quelques retours de bâton qui ne manquent pas de logique. « Rivarol » reprend à son compte les exigences d'un député de droite, Ernest Denis, demandant au gouvernement de réhabiliter Pétain, Laval et tous les ex-colaborateurs, condamnés à la Libération « pour avoir préconisé la politique actuellement suivie par la France ». « Rivarol » insiste : Pétain voulait un rapprochement avec l'Allemagne contre le colosse soviétique, « but, semble-t-il, de l'actuel président... ».

**LE RECIPIENDAIRE EN TOLE.** Avant les « grandes manœuvres », le général Massu avait organisé une prise d'armes pour décorer un officier émérite, le lieutenant Giraud, porte-drapeau du 1<sup>er</sup> R.C.P. Tout était prêt pour la cérémonie. Il ne manquait que le récipiendaire : les gendarmes venaient de l'arrêter. Il avait participé à une tentative d'attentat contre le chef de l'Etat. Comme l'a dit spirituellement un confrère : dix minutes de retard et les gendarmes emmenaient à la fois un assassin et un chevalier de la Légion d'Honneur...

**UNE DECOUVERTE.** Un hebdomadaire allemand à grand tirage, « Bild » révèle que « plusieurs centaines » de criminels de guerre s'abritaient encore dans les rangs de la police allemande de l'Ouest. Il y en avait donc tant que ça ?

**MEPRISE.** Un ancien marin sud-africain, héros de la dernière guerre, invalide et pensionné vient de voir sa pension réduite de moitié. De plus, il devra quitter sa maison et changer de quartier. Motif : une enquête minutieuse a prouvé qu'il possédait un peu de « sang de couleur » (sic). On l'a envoyé chez les nègres.

**PAS DE DIEUX NOIRS SUR LE STADE.** Plusieurs pays africains et asiatiques vont-ils refuser de participer aux prochains Jeux Olympiques ? Ils menacent de le faire si, dans la sélection de l'Union Sud-Africaine, il n'est pas tenu compte des performances des athlètes de couleur de ce pays. A ce propos on se rappelle que Léni Riefenstahl, la cinéaste nazie, s'était débrouillée pour ignorer dans « Les Dieux du Stade », les performances du noir américain Jess Owen.

**ENVAHISSANTS.** Les exploitants familiaux d'Indre-et-Loire et les vignerons du Centre sont victimes d'une nouvelle occupation. Leur comité de défense s'explique, dans un tract : « Les Allemands, à coups de millions raflent nos terres (300.000 à 350.000 francs l'hectare). Onze fermes, totalisant près de 900 hectares, ont été accaparées par des Allemands dans le seul canton de Montrésor (I.-et-L.) ».

**ATROCE !** Trois jeunes blancs d'Atlanta qui s'étaient amusés à lapider des nègres ont été sévèrement punis par le tribunal municipal qui les a condamnés à « assister aux services religieux dominicaux pendant six mois ». A cette mesure rigoureuse s'en ajoute une autre. Un couvre-feu leur est imposé, dont l'heure sera fixée... par leurs parents. Quant aux noirs, ils peuvent sortir tranquillement pendant la durée des offices et après le couvre-feu.



17 octobre  
à Limoges

# POUJADE RÉPOND de ses écrits racistes

UN grand procès s'ouvrait à Limoges, le 17 octobre 1962, au moment même où ce présent numéro de « Droit et Liberté » était sous presse. Ce procès, c'est celui que le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix intentait à Pierre Poujade, d'une part pour antisémitisme caractérisé sous la forme « d'injures envers un groupe de personnes appartenant par leur origine à une race ou à une religion déterminée » ayant pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants (délit prévu et réprimé par la loi) ; d'autre part pour diffamation et injures antisémites contre le Mouvement lui-même.

Ce procès a pour but de faire condamner de façon exemplaire l'un des racistes les plus virulents, et de décourager ainsi ceux de ses semblables qui pourraient être tentés de l'imiter. Dans ce sens, le procès de Limoges est l'une des plus importantes affaires judiciaires que le M.R.A.P. ait eu à engager ces dernières années.

## UN ARTICLE INJURIEUX

Rappelons les faits. Le 16 juin 1961, le journal de Pierre Poujade, « Fraternité Française », imprimé sous un gros titre en première page, à propos d'une élection partielle dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, un article antisémite grossièrement injurieux et provocateur. Qualifiant l'élection de « victoire électorale au rabais » d'un « glorieux fils de David » (1), il évoquait une prochaine guerre « fraîche et joyeuse », et ajoutait : « A ce moment-là, crois-moi, petite Rebecca ou petit Abraham, quand il y aura le retour de flamme tu n'auras pas besoin de chercher tes grands dignitaires qui l'auront provoqué. Rothschild sera revenu à Londres, Debré n'aura toujours pas d'étoile jaune, il se trouvera bien à nouveau un Joanovici pour être « utile au vainqueur » et les pétroliers seront les premiers à proposer leur argent aux vainqueurs, quels qu'ils soient (...) Prenez garde, Messieurs les nouveaux maîtres, que ce ne soit pas le signe avant-coureur de l'ouragan. » Il y en avait comme ça, près de cent cinquante lignes en gros caractères.

La simple parution de cet article aurait dû provoquer, de la part du procureur de la République, un réflexe légal et la poursuite automatique de Poujade pour infraction aux termes de la loi du 28 juillet 1881. Mais le procureur ne bougea pas, et c'est le M.R.A.P. qui déposa entre ses mains une plainte en bonne et due forme, attirant notamment l'attention du procureur sur le caractère délictueux de l'article en question : « En injuriant ainsi, sous la forme d'une commiseration ironique, les juifs des deux sexes, pris avec deux noms juifs qui, dans l'esprit de l'auteur, se veulent dérisoirement caractéristiques, et après avoir employé plus haut les mots de « le ghetto du 9<sup>e</sup> », faisant allusion à une humiliation des juifs qui appartient à un passé encore récent, comme s'ils devaient toujours subir cette humiliation (Litré : Ghetto : S.M. nom dans certaines villes de l'Italie, du quartier où les juifs étaient obligés de résider), l'auteur se rend coupable d'une injure dont le but d'excitation à la haine et à la violence est évident, puisqu'il menace les juifs de nouvelles persécutions qui les frapperont comme un ouragan ».

## UNE VÉRITABLE ANTHOLOGIE

Et Poujade fut poursuivi. Ce qui ne fut pas de son goût, et il l'exprima clairement dans le numéro du 22 décembre 1961 de son journal. Cette fois, sans mesure ni retenue, il récidivait, s'en prenant hargneusement à notre Mouvement, sous le titre : « LE RÉGIME ET LES JUIFS. PIERRE POUJADE INCULPE D'ANTISEMITISME. UN COMBLE ! » Cet article est une véritable anthologie de l'antisémitisme.

On y retrouve, sous une forme à peine déguisée, les « arguments » grâce auxquels Hitler et Eichmann justifiaient leur « solution de la question juive ». Certes Poujade enrobe ses termes d'une sauce de « bonne foi » : « ... Si je m'appelais Lévy, j'en serais fier aussi. Je serais fier d'appartenir à une race à laquelle notre civilisation doit tant. Et je le prouverais en allant travailler de mes mains à la résurrection de mon peuple, en Israël, au lieu d'intenter des procès aux gens qui m'hébergent (sic). »

« ... La France est un pays hospitalier. Jusqu'à l'excès. Aussi est-elle sucée par une bande de vampires de haut vol qui va des Kaspereit aux Rothschild en passant par les Bleustein et les Mendès... Mais on n'en voit pas beaucoup sur nos champs de foire de province, ni sur les



plaques de marbre de nos monuments aux morts... »

## LE DOUBLE PROCES

On reconnaît là le style qui fleurissait dans les journaux sous l'occupation nazie. De plus Poujade accusait le M.R.A.P. d'être formé de « provocateurs » excitant à la haine raciale, de « valets politiques » des fameux « vampires », etc. Notre Mouvement déposa donc une seconde plainte, en diffamation, contre Poujade. C'est ce procès qui, joint au premier, se déroule à Limoges. Le Bâtonnier Paul Arrighi, M<sup>e</sup> Jean Schapira et M<sup>e</sup> Henri Garidou représentent le M.R.A.P. L'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs, qui s'estime également diffamée par le passage de l'article de Poujade se référant aux plaques des monuments aux morts, s'est constituée partie civile et c'est M<sup>e</sup> Etienne Nouveau qui défend ses intérêts. Le dossier des avocats est lourdement chargé et Poujade en ressentira tout le poids. Car l'antisémitisme, chez lui et les siens, n'est pas accidentel. Il fait partie de lui-même, d'eux-mêmes. Le fascisme n'existant pas sans le racisme.

## QUELQUES CITATIONS

On pourrait multiplier les citations imprégnées de racisme qui émaillent les

« Antisémitisme, moi ? Pensez donc... On verra bien ! »

écrits et les discours de Poujade. Nous ne nous contenterons de quelques-unes d'entre elles, suffisamment significatives pour situer le personnage :

« Nous sommes gouvernés par une bande de mêtèques et de pédérastes... Réjouissons-nous, si les mêtèques nous volent nos terres, nos usines, nos maisons... » « Nous gavons des milliers de noirs et autres « évolués » qui crachent à la figure de notre peuple à chaque occasion. » (« Fraternité Française », du 14 octobre 1960).

Dans ce même numéro est publiée une « Lettre à Mendès-France » utilisant les mêmes « arguments » : « Comme c'est difficile pour certains d'aimer la patrie charnelle quand on débarque du dernier navire ; quand on a quitté un autre sol et d'autres feux... » « ... Il faudra dire définitivement non à ce pourrissement (...) aux nouveaux français, à cette boue... »

# Réflexions sur un référendum

(Suite de la première page)

verserons dans le débat que les réflexions inspirées au MRAP par sa propre expérience de ces dernières années.

Au début de la défunte législature, deux propositions de loi, l'une visant à sanctionner les discriminations raciales dans tous les domaines de la vie sociale (emploi, logement, prestations de biens ou de services, etc...), l'autre visant la provocation à la haine raciste ou religieuse étaient soumises par le MRAP aux divers groupes parlementaires.

Elaborés par une commission de juristes sous la haute autorité du Président Lyon-Caen, ces textes dont l'opportunité était reconnue par les députés de presque tous les partis, furent déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale sous les numéros 37 et 38 en mars 1959... mais ils ne vinrent jamais en discussion.

Disons tout de suite pour la clarté de notre propos qu'en quatre ans d'existence l'Assemblée Nationale n'a pu faire aboutir AUCUNE proposition d'origine parlementaire, tant s'est exercée avec obstination le barrage du pouvoir à toute initiative des députés.

Ne pouvant nier le bien-fondé de nos propositions de loi, le gouvernement fit publier dans la presse, un projet de même inspiration, approuvé par la section de l'intérieur du Conseil d'Etat... mais qui n'a jamais été déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale.

Ce texte, il est vrai, prévoyait que : « sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 30.000 NF... tout dépositaire de l'autorité publique... qui en raison de l'appartenance raciale ou confessionnelle d'une personne lui aura sciemment refusé le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre ».

Ceja au moment même où, sur les Algériens de Paris, s'abattait la répression féroce qui, le 17 octobre 1961, répondait

à leur protestation pacifique contre le couvre-feu raciste institué à leur égard.

QUE dire encore de l'impunité totale dont jouit la presse raciste et antisémite, que les pouvoirs publics ne poursuivent jamais bien qu'ils en aient le devoir et les moyens.

Suppléant à cette carence, le MRAP a déposé de nombreuses plaintes qui le plus souvent dorment dans les dossiers de la Chancellerie.

Exceptionnel est le procès qui, cette semaine, à Limoges, nous oppose à Pierre Poujade dont les articles basement antisémites ont motivé deux plaintes de notre part.

Procès dont tous les antiracistes attendent avec intérêt le jugement, en raison même de l'importance que nous attachons à la sanction judiciaire des menées racistes.

Le racisme grossier d'un Poujade peut-il être séparé des autres menées néo-fascistes qui, ces dernières années, n'ont cessé de mettre en péril la paix civile ?

Un moment dissoutes ou lendemain du 13 mai 1958, les ligues factieuses se sont toutes reconstituées lors de la naissance de la cinquième République. Plus tard, leurs cadres, tous plus ou moins liés à l'internationale néo-nazie, se sont insérés dans les commandos de l'O.A.S.

Et l'O.A.S., bien que tant de fois dénoncée, a eu pourtant la possibilité de se développer et d'exercer sa terreur, sans qu'aucun de ses chefs responsables ait jamais payé ses crimes.

MAIS tout aussi graves sont les réflexions que nous inspire le récent voyage du chef de l'Etat en Allemagne.

Véritable festival d'encouragement à l'irréductible pan-germaniste, ce voyage jamais ne fut l'occasion de se recueillir sur aucun des lieux où souffrirent et moururent les martyrs et les victimes de la barbarie hitlérienne.

Autres citations :

« Tous les chiens couchés de la presse à gages, parlée ou écrite, ont jappé d'aise pour une poignée d'os à ronger qu'un Bleinstein quelconque leur a jetée... »

« Chaque Français donne trois fois plus aux nègres que l'Américain moyen... » (« Fraternité Française », 21 juillet 1961).

Dans un autre numéro encore (27 avril 1962) on retrouve le thème bien connu de la « juiverie internationale »...

Voici enfin quelques extraits d'un interview de Poujade à « Candidat », du 8 février 1962 :

« — Donc vous marchez avec l'O.A.S. ? »

« — Nous luttons pour le même but. (...) Si Salan me dit : « Il faut déclencher le cirque », je ne resterai pas le cul entre deux chaises. Avec les dix mille hommes de mon service d'ordre, j'ai de quoi foutre la baraque en l'air. »

## UNE ÉTRANGE MANSUËTUDE

Tout cela ne nous étonne guère. Racisme et fascisme ont toujours fait bon ménage. Ce qui est inconcevable, dans cette affaire, c'est l'étrange mansuétude dont Poujade a bénéficié jusqu'à présent, qu'il appelle à la guerre civile et se montre officiellement prêt « à foutre la baraque en l'air », qu'il excite à la haine contre les juifs ou les noirs, qu'il appelle à la violence, qu'il injurie les hommes d'Etat (il y a une différence entre la discussion politique, la défense des idées — même mauvaises — et l'injure ignoble attaquant tel ou tel individu, non pour son action, mais pour ses origines), tout passe comme lettre à la poste, sans que personne, officiellement, ne lève le petit doigt.

C'est ce qui a amené le M.R.A.P. à déposer sa double plainte. Notre action ne s'arrêtera pas au procès de Limoges. Nous mettrons tout en œuvre pour que les racistes et les antisémites de notre pays ne puissent plus impunément, cracher leur venin.

(1) En fait l'élu en question, M. Kaspereit, n'est pas juif.

Ceux d'Auschwitz et de Buchenwald, d'Oradour et de Tulle ont ressenti avec une indicible douleur les propos tenus par le représentant de la France devant les cadres de la Bundeswehr :

« C'est le fait des Français et des Allemands qu'ils n'ont jamais rien accompli de grand au point de vue national et au point de vue international sans que chez les uns et chez les autres, la chose militaire y ait également participé. »

Étrange conception de la grandeur qui relègue à l'arrière-plan penseurs et savants, philosophes et artistes ; tous ceux qui, manuels ou intellectuels font jaillir de leurs mains ou de leur cerveau les richesses qui sont la source d'une civilisation tandis que la « chose militaire » ne devrait avoir d'autre tâche que de protéger le travail pacifique.

CE n'est pas, nous dira-t-on, sur ces questions que porte le prochain référendum. Voilà ce qui donne justement à penser. Est-il normal que seules soient soumises au oui ou au non les questions choisies par le pouvoir, posées par lui dans les termes et au moment qui lui semblent opportuns ? Est-il logique que les citoyens, pour tout le reste, s'en remettent à un seul homme, fût-il élu par eux, attendant patiemment qu'on veuille bien à nouveau les interroger sur un quelconque sujet ?

Non, la logique, la démocratie, c'est que le peuple, par l'intermédiaire de ses élus, de ses organisations, de sa presse et par tous les moyens d'expression possible, puisse en permanence donner son avis sur tous les problèmes, et influencer ainsi, au fur et à mesure, sur les événements dont dépend son destin.

Telles sont les réflexions que peuvent formuler les antiracistes — qui savent de quel poids précieux pèsent les mille et une nuances de l'intelligence humaine dans la promotion des idées et du progrès.

Charles PALANT.



# DÉMOCRATIE ET RACISME

À une période que nous traversons est, me semble-t-il, de celles qui incitent à réfléchir sur les liens qui peuvent exister entre la lutte contre le racisme et des institutions démocratiques.

Non pas, certes, que les efforts déployés pour établir le Pouvoir Exécutif et, plus précisément, le Président de la République, dans une position de supériorité absolue vis-à-vis du Parlement apparaissent, à un degré quelconque, dans la présentation des faits ou dans la propagande gouvernementale, comme entachés de racisme. Ce serait, du reste, bien maladroit du moment où le problème, pour le Gouvernement, est de gagner le référendum.

Mais simplement parce que les situations ont leur logique ; qu'une atteinte décisive à l'équilibre des pouvoirs et du contrôle de l'Exécutif par le Parlement blesse profondément la Démocratie et que les régimes autres que démocratiques, c'est-à-dire, en fait, dictatoriaux sont ceux dans le cadre desquels s'épanouit le mieux le racisme.

Le racisme est essentiellement un péché contre l'idée d'égalité. Il procède de cette constatation que si l'homme forme une espèce unique du point de vue zoologique, cette espèce, comme beaucoup d'autres, est divisée en plusieurs variétés stables, à particularités physiques héréditaires, les races. Partant de ces données, qui sont évidentes, mais n'impliquent, par elles-mêmes, aucune discrimination, les théories racistes affirment que les races humaines ont des aptitudes intellectuelles et sociales différentes ; que les hommes

de couleur sont inférieurs aux blancs parce que relevant d'une mentalité primitive, prélogique, irrationnelle et qu'ils sont, par suite, incapables de se gouverner eux-mêmes ; que les juifs, quant à eux, sont dangereux politiquement parce qu'incapables de s'intégrer véritablement dans une société nationale, etc., etc...

C'est donc à l'encontre de l'idée d'égalité que se développe le racisme. C'est même l'offense à l'idée de l'égalité entre les hommes la plus grave, parce que déduisant des conséquences psychologiques, sociales et politiques inexacts d'un phénomène physique évident, elle ne peut être surmontée que par une définition nouvelle de l'homme, qui fasse largement abstraction des caractères physiques pour s'attacher presque uniquement aux comportements moraux ou sociaux. Les inégalités provenant des différences de fortune, d'éducation, d'origine sociale laissent la place pour des évaluations personnelles. Celles liées à la

par  
**André HAURIOU**

Professeur à la Faculté de Droit

race, à la couleur de la peau ou du dessin du profil ne peuvent se résoudre que par des mutations globales et, finalement, elles n'ont chance d'être surmontées que par un mélange de réflexion et d'amour, qui refoule ce qu'il y a en nous d'animal pour permettre à l'homme de s'épanouir.

Or, c'est seulement dans un cadre démocratique qu'un pareil climat peut se développer.

À la racine de la Démocratie se trouve, en effet, l'idée d'égalité.

La marche à la Démocratie politique a consisté à partager entre tous les hommes ce qui, jadis, était le privilège d'une oligarchie. Les droits individuels, qui, avant 1789, étaient l'apanage de fait des classes dirigeantes, ont été reconnus à tous par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'extension du droit de suffrage s'est faite sous la pression de l'idée d'égalité. Les règles du service militaire, la diffusion de l'instruction publique obéissent aux mêmes règles, etc., etc...

La marche à la Démocratie économique est en train de suivre les mêmes chemins. Ici encore, comme pour le pouvoir politique, il s'agit de répartir, de diffuser aussi également que possible entre les hommes le pouvoir économique, l'action sur le monde physique et les avantages qui en découlent. Les moyens pour réaliser cette Démocratie économique, peuvent être divers : nationalisations, planification, co-gestion des entreprises. L'objectif reste le même que pour la Démocratie politique : il s'agit de faire régner l'égalité ou, en tout cas, de s'approcher d'elle.

Il y a donc, me semble-t-il, une affinité profonde entre Démocratie et lutte antiraciste, puisque, dans un cas comme dans l'autre, c'est une requête d'égalité qui est à la racine de l'effort.

Mais le sens et le goût de l'égalité peuvent être facilement obnubilés. Des classes ou des castes sont toujours prêtes à se prétendre dirigeantes ; des races à se croire supérieures.

Il faut savoir que tout se tient. Que la montée du pouvoir personnel menace la Démocratie ; que le déclin de la Démocratie met en péril l'idée d'égalité entre les hommes et que, lorsque celle-ci est obscurcie, le racisme fait bientôt la loi.

## Les chambres à gaz sont-elles une « invention » ?

— Historienne de la Déportation

Olga WORMSER répond à

# UNE IMPOSTURE

QUAND M. Rassinier jette sur le marché du livre, un nouveau pavé de fiel et de mensonges, la tentation est grande de le laisser sombrer dans l'indifférence, de ne pas lire les proses enthousiastes que lui consacrent aussitôt ses « frères spirituels » de « Rivarol » par exemple. Mais plus de vingt ans se sont écoulés depuis le génocide nazi, les témoins peu à peu disparaissent, la tragédie recule dans les archives de l'histoire. Nous pensons aux jeunes qui tomberont par hasard sur la prose de M. Rassinier, aux gens de bonne foi qui se laisseront prendre à l'appareil faussement scientifique de ses preuves.

Faute d'avoir le temps matériel de dénombrer méticuleusement ses fausses vérités historiques, espérant que notre thèse à venir lui apportera en bloc des démentis irréfutables, nous nous contenterons aujourd'hui, par quelques exemples choisis au hasard, le montrer de quelle obsession procède la méthode de M. Rassinier.

### OU SONT LES CHAMBRES A GAZ ?

Rappelons que dans le « Mensonge d'Ulysse » il voulait prouver que les morts de Buchenwald étaient les victimes de la direction clandestine communiste et non des S.S. Ayant épuisé ses arguments, il trouve une autre machine de guerre : le génocide des juifs est une invention non seulement des communistes mais de tous les alliés d'autrefois, pour étouffer l'Allemagne nazie sous une écrasante culpabilité. M. Rassinier aurait montré plus de suite dans les idées en enlouchant toujours le même dada : à Auschwitz-Birkenau aussi il y avait une direction clandestine à prédominance communiste. S'il a renoncé à ce bouc émissaire, c'est qu'il ignore tout du problème d'Auschwitz. Il ignore que Auschwitz I « le camp modèle », construit en dur se trouvait à 4 kilomètres de Birkenau. Il confond le crématoire d'Auschwitz I, que visitent aujourd'hui les touristes, avec des « chambres à gaz reconstituées ». Il n'y a pas de chambres à gaz reconstituées à Birkenau. Monsieur Rassinier, elles sont enfouies dans le magma monstrueux des crématoires qui sautèrent lors de la révolte du Sonderkommando, et n'ont pas été reconstituées. Il existe deux ou trois survivants du Sonderkommando en France. Monsieur Rassinier, dont deux médecins, dont j'ai en d'autres lieux cité les témoignages. Ils vous préciseraient que le rasage des cheveux s'effectuait avant, l'extraction des dents après, ils vous prouveraient la vérité des photos clandestines de ce travail sinistre. Signalons en passant que les images, les films ne sont pas des matériaux historiques pour M. Rassinier — les textes non plus, sauf ceux qu'il choisit. Les listes de l'opération Reinhardt chiffrant méthodiquement les bénéficiaires de la « solution finale » et que j'ai pu consulter à Maidanek et à Auschwitz, il les ignore. Il situe en octobre 44 l'évacuation d'Auschwitz-Birkenau et non en janvier 45. Il assimile les conditions de Theresientadt à celles d'Auschwitz, ce qui n'a jamais été fait par aucun historien valable.

Que ne vous êtes-vous promené en 1945 à Birkenau, à Maidanek dans les fosses où la « flamme purificatrice » brûlait par fournées entières les arrivants quand la gamme des crématoires

n'était pas achevée. Vous auriez pu lire aussi les réclamations du S.S. jeune marié qui n'avait pas encore reçu sa « voiture d'enfant » création Auschwitz.

Au lieu d'ergoter sur la couleur du gaz zyklon (extrait de petits cristaux bleu vert, j'en ai vu des milliers de boîtes en 45 à Auschwitz et à Maidanek), pourquoi ne réfutez-vous pas les déclarations de Kramer, futur commandant de Belsen, qui fit au Struthof — ce n'est pas loin — les expériences du gaz zyklon sur des prisonniers russes ? Pourquoi ne citez-vous qu'une facture de la Maison Topf ? Les archives d'Auschwitz pourraient vous fournir une correspondance éloquent, tant sur la construction des chambres à gaz et des crématoires que sur la visite d'Himmler qui vint en 1942, veiller à leur édification.

### C'EST LA FAUTE AUX VICTIMES

Où avez-vous trouvé, Monsieur Rassinier, une description des chambres à gaz de Belsen ? Lorsque vous écrivez cyniquement que des juifs soi-disant exterminés à Auschwitz ont été retrouvés vivants à Belsen ou ailleurs, vous feignez d'ignorer que Belsen, à partir du début de 1944, était un « monroir » extraordinaire par le seul fait que l'accumulation massive d'êtres humains affamés, exterminés par le typhus. Peut-être pourriez-vous demander au War Crime Office, le film de la libération de Belsen. Il vous montrerait le plus effroyable champ de cadavres qu'il soit donné de voir. Nous avons eu du mal à en extraire pour « Nuit et Brouillard » une séquence qui ne fut pas « insoutenable ». Croyez-moi, ayant été à Belsen dès la fin d'avril 1945, je puis vous affirmer que la mort avait du mal à ralentir son rythme. Le rythme effréné du Block 30 de Dachau, du Jugendlager du Ravensbrück (souvenez-vous de la fournée de Pâques 1944) du château d'Hartheim. Vous citez l'ouvrage de Theodor N. Kaufman, « Germany must perish ». Je confesse mon ignorance, je ne savais pas que ce livre d'un juif américain publié en 1942 avait donné aux pauvres S.S. innocents l'idée de devancer les visées meurtrières des juifs germanocides ! Mais vous ignorez par contre la correspondance échangée entre le Docteur Clauberg et Himmler, qui mit un block d'Auschwitz à sa disposition : ce gynécologue éminent n'avait-il pas promis de mettre au point une méthode pour stériliser toutes les femmes juives ? Nous pouvons même vous faire connaître la liste internationale de ses victimes. Reconnu et dénoncé par des Allemands en Allemagne, vers 1955, il est mort un peu avant son procès. Pour les expériences médicales (avez-vous vu des « Kamischen » ?) vous vous en prenez à

Une déclaration  
de M. Diomède CATROUX  
ancien ministre :

## Veillons !

M. Diomède Catroux, ancien ministre, nous a fait parvenir la déclaration suivante :

**P**OURQUOI le diable renoncera-t-il à souffler la haine, le discord, la misère, le racisme parce que nous avons gagné une guerre contre le nazisme ? Pourquoi, profitant de la faiblesse, de la crédulité, de l'envie, de la vanité des pauvres hommes, n'essayerait-il pas de les tenter une nouvelle fois par de mêmes moyens ? Le prix des holocaustes, l'ampleur des charniers n'ont fait que croître, lorsque les progrès techniques ne servent que l'ambition de pauvres cervelles. Croire, à l'époque de la bombe atomique et de l'astronautique à la portée de toutes les bourses, qu'il faille renoncer à la vigilance contre les égarements de la psychopathologie des foules serait d'une naïveté mortelle. Derrière la nationalisme, il y a trop souvent le racisme ; derrière le racisme, toujours l'oppression, la violence et l'injustice.

Nous veillons au même créneau. Jamais dans aucun temps, notre responsabilité n'a été aussi grande.

un déporté français qui fut contraint de les pratiquer. Mais pourquoi ne citez-vous pas les contrats signés entre les S.S. et les firmes demandant à expérimenter leurs produits ?

### PARLONS CHIFFRES...

Autre point : la statistique. Dans toutes les publications statistiques auxquelles nous avons participé, soit au Ministère des Anciens Combattants, soit au Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale, nous avons toujours parlé de « juifs déportés de France » et non de juifs français. Nous avons toujours dit que les rafles de juillet 42, pratiquées sur des juifs étrangers avaient servi de bancs d'essai pour les opérations futures. Mais les enfants pris dans ces rafles, ceux des colonies de vacances, ceux de Lyon ou d'Angers, de Nice ou de Lille, les femmes enceintes, les vieillards ils ne sont pas en Amérique ni en Israël, Monsieur Rassinier. Ils ne risquent pas de rencontrer le Docteur Mengele quelque part en Argentine, ils n'ont pas été immatriculés au camp d'Auschwitz, ils ont été gazés en arrivant. C'est pourtant simple. Faites l'expérience, prenez un ou deux exemples de départs de convois de Drancy. Ils existent au complet. Confrontez avec la liste des « enregistrés à Auschwitz » retrouvées pour quelques convois et comparez. Que sont devenus les 1.200 hommes du convoi du 15 mai 1944 partis travailler à Kaunas ? Six survivants. Les têtes de quelques-uns d'entre eux vous pouvez les voir... dans une cuve.

Parlons chiffres. L'extermination des tziganes est l'un des faits les mieux connus de la déportation, depuis le processus d'arrestation avant le début de la guerre jusqu'à leur fin. Où avez-vous trouvé le chiffre de 300.000 ? On comptait au camp familial de Birkenau de 15 à 20.000 êtres humains. Et l'extermination du ghetto de Varsovie ? Contestez-vous le document Stroop ? Que n'avez-vous visité les ruines du ghetto en 1945. Vous auriez pu compter les pierres — compter aussi les ossements épars sur des kilomètres, à Birkenau, à Maidanek.

Encore quelques détails au hasard. Pourquoi ne contestez-vous pas les « sélections à l'arrivée » décrites par des rescapés, souvent polonais ou hongrois réfugiés en France, violemment anti-communistes, donc peu suspects à vos yeux ? Des enfants juifs de plus de quinze ans évacués d'Auschwitz, vous avez pu en voir quelques-uns à Buchenwald après l'évacuation de janvier 45, quelques enfants juifs de moins de quinze ans peut-être arrêtés en 1941 ou 42 avant que les chambres à gaz d'Auschwitz ne soient édifées bien sûr, avant que le processus de la « solution finale » de « l'extermination par le travail » ne soient mis au point. Mais les enfants des rafles de 42 en France, ceux dont Wellers raconte l'exode sans retour vers Pitchipoi, vous n'en avez pas vu à Buchenwald, et pour cause ! pas plus que ceux de Neuengamme, exterminés par les docteurs Florence et Quenouille.

(Suite page 11.)



# VIBRANTE SOIRÉE DE SOLIDARITÉ

Le 5 octobre, au Théâtre Récamier, le M.R.A.P. organisait une veillée de solidarité pour James Meredith et les antiracistes américains engagés, notamment au Mississippi, dans un combat décisif pour la dignité humaine. Cette soirée fut passionnante à bien des égards. Non seulement elle témoignait de la ferveur antiraciste de nombreux Parisiens représentant toutes les couches de l'opinion publique, mais encore son contenu fut d'un niveau très élevé : à la qualité des orateurs qui se succédèrent à la tribune, s'ajouta celle d'artistes de tous genres qui, entre les interventions, mettaient leur art au service de notre combat. Que tous les participants à cette veillée, orateurs, artistes et le public (qui comptait beaucoup de jeunes) soient remerciés de leur enthousiasme et de leur résolution.

Pierre PARAF : « Dénigrer et désarmer le racisme. »

C'est à notre président, Pierre Paraf, qu'il appartient de présider cette veillée, dans cette maison de la Ligue de l'Enseignement, qui est la demeure de l'Éducation et de l'Esprit. La réunion était improvisée. Il fallait agir rapidement. Pierre Paraf le souligna : « Nous avons tenu à envoyer sans tarder à nos frères des États-Unis l'écho de l'émotion, de la fraternité des esprits et des cœurs français. Au jour où de graves problèmes politiques nous sollicitent en France même, nous avons tenu à montrer que pour notre Mouvement, l'heure qui sonne au Mississippi est essentielle et qu'elle doit, à travers le cas symbolique de notre jeune frère à peau sombre, James Meredith, marquer une étape décisive dans l'histoire de l'égalité des noirs et des blancs, et de la conscience universelle. »

Pierre Paraf évoqua en quelques mots les événements d'Oxford où de jeunes blancs renouveauient la honte de Little-Rock, soutenus par les fascistes d'Amérique, un gouverneur colonialiste dont les idées remontent à celles des États sudistes de la Guerre de Sécession, un général héritier de Mac Carthy. Les États-Unis comportent 19 millions de noirs, spoliés (Jaurès disait aussi des juifs qu'ils sont « les grands spoliés de l'histoire ») sur le plan politique, sur le plan social, sur le plan humain. Malgré la décision de la Cour suprême des États-Unis prise en mai 1954, la ségrégation raciale continue de frapper les enfants des écoles, notamment au Mississippi, en Alabama, en Caroline du Sud. Mais la résistance s'est organisée. Cette action porte ses fruits. Le président Kennedy, auquel Pierre Paraf rend hommage, a relevé le défi des racistes :

« L'épreuve de force a été engagée. James Meredith est entré à l'Université. Et si le sang a coulé, hélas, si notre confrère de l'A.F.P., Paul Guillard, est tombé d'une balle dans le dos, victime de son devoir professionnel, force est restée à la Justice et à la Loi ».

## Ecrivains et artistes



Quelques instantanés de la soirée : A gauche, de haut en bas : les acteurs MICHEL PICCOLI et BACHIR TOURE. A droite : RENE-LOUIS LAFFORGUE et l'écrivain EDOUARD GLISSANT. Au centre : la poétesse américaine DORA TEITELBOIM remercie l'actrice LYDIA EWANDE qui vient de lire son poème : « Aux enfants de Little Rock ». Au dessous, de gauche à droite, l'écrivain africain JEAN-BAPTISTE OBAMA et l'écrivain américain WILLIAM GARDNER SMITH.



Ci-dessus : une vue de la salle du Théâtre Récamier, pendant la soirée du 5 octobre. Ci-contre : la tribune où début de la manifestation, pendant l'allocution du président Pierre PARAF (debout). On reconnaît, de gauche à droite : M<sup>rs</sup> Jean SCHAPIRA, Jean-Claude MERLE, de l'U.N.E.F., Louis ROUSSELLE, de la Ligue de l'Enseignement ; notre rédacteur en chef, Albert LEVY ; Charles PALANT, secrétaire général du M.R.A.P. ; Mme Dora TEITELBOIM ; William Gardner SMITH, et le pasteur Maurice VOGUE.

### Dora TEITELBOIM :

« J'ai vu le peuple de Little Rock. »

Dora Teitelboim, écrivain américain de langue yiddish, auteur du recueil « La Ballade de Little-Rock », fait une pathétique intervention en français. Vingt millions d'Américains noirs, dit-elle, se sont levés pour abattre les murs du ghetto qui les humilie ou les étouffe : « J'ai vu le peuple de Little-Rock et je puis vous assurer qu'il valera. »

Elle évoque « la tristesse des yeux des enfants noirs, dont le courage et la hardiesse subjuguait leurs aînés. » Ces enfants, c'est une nouvelle génération de noirs américains grâce à qui la détermination des simples gens est plus forte que toutes les armes employées pour les opprimer.

### Jacques MADAULE :

« Par tous les hommes et pour tous les hommes... »

L'écrivain Jacques Madaulé parle de la tristesse que nous éprouvons de savoir que dans un pays comme les États-Unis, il y a un certain nombre d'États où les blancs soumettent à une exploitation sans vergogne les noirs.

Mais il n'y a pas que les États du Sud. Jacques Madaulé brosse l'effroyable tableau des « slums » des grandes cités industrielles comme Chicago, où les noirs vivent dans un climat de profonde inégalité raciale dans tous les domaines de la vie. En dehors des États-Unis, il est encore des pays où les noirs, qui sont en majorité, sont également soumis à cette affreuse exploitation : « Pensez aux noirs de la Rhodésie, de l'Union Sud-Africaine, de l'Angola ! »

« Il faut conclure, que tous les humanistes, qu'ils croient en Dieu ou n'y croient pas, se dressent contre cela. » Dans le monde de demain « il n'y aura de liberté, de démocratie et de paix que par tous les hommes et pour tous les hommes. »

### Louis ROUSSELLE

(du Bureau de la Ligue de l'Enseignement) :

« Ces crimes contre l'esprit. »

M. Louis Rousselle, membre du Bureau de la Ligue de l'Enseignement, avoue son plaisir d'accueillir les antiracistes dans cette maison :

« Nous nous associons de tout cœur à cette manifestation d'appui à tous ceux qui, dans le monde, ont obtenu qu'un étudiant noir ait pu s'inscrire dans une université, où seuls les blancs prétendaient se réunir... »

« Quand un étudiant noir voit se fermer devant lui les portes de l'Université, ce sont tous les noirs, tous les hommes de couleur qui voient se fermer devant eux les portes de la culture. La Ligue de l'Enseignement est toujours prête à se dresser devant ces crimes contre l'esprit. »

### Jean-Baptiste OBAMA

(de la Société Africaine de Culture) :

« Attention, Amérique ! »

L'écrivain africain Jean-Baptiste Obama, représentant la Société Africaine de Culture, qui édite la revue « Présence Africaine », évoque le martyre des noirs et des blancs américains antiracistes. Mais il développe surtout cette idée essentielle : « Le racisme de culture est la forme la plus grave du racisme de couleur. »

« Tant que des gens, par le monde, n'accepteront pas de voir fraterniser, sur les bancs de l'école et de l'université, des jeunes gens de toutes races, l'avenir de la... » (Suite page 8.)

## Le général Walker : Un ami de l'O.A.S.



EDWIN WALKER, ex-général de son état, est le type même du fasciste hystérique. Raciste, antisémite, il est aussi un forcené de l'anticommunisme. Il dirige le fameux mouvement fasciste américain, la « John Birch Society » qui voit des agents communistes partout : elle traîne ainsi Eisenhower, Truman, Foster Dulles et de négociation lorsqu'une campagne de soutien à l'O.A.S. et à Solan.

BLIRANDO dit le poème de Langston Hughes : « Blues du désespoir ». MICHEL PICCOLI, venu entre deux répétitions au Théâtre de France, où il va jouer « La Nuit à sa Clarté » de Christopher Fry, a lu trois poèmes antiracistes américains et la très belle page de Victor Hugo sur John Brown (Suite page 9.)

# La victoire de James MEREDITH

(Suite de la première page)

La Loi d'Etat. La Constitution du Mississippi, que le gouverneur Ross Barnett a juré d'observer et de défendre lors de son élection en 1950, prévoit en effet la ségrégation raciale dans les écoles (de même qu'elle maintient, dans un autre domaine, la « prohibition » de l'alcool qui date d'un autre âge). Or, si se trouve que la Constitution des États-Unis prime sur celles des États, qui jouissent par ailleurs d'une certaine autonomie. Pour en faire respecter la lettre, le Président des U.S.A. a non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir, par le truchement des troupes fédérales et des tribunaux, chaque fois que sont violés les principes constitutionnels et les lois fédérales.

En 1957, le président Eisenhower dut intervenir dans l'Arkansas contre le gouverneur Faubus qui prétendait interdire l'entrée des enfants noirs dans les écoles de Little-Rock. Jusqu'à présent, le Président Kennedy n'avait pas exercé dans ce domaine les droits dont il dispose. Mais le geste de James Meredith lui posait un grave problème. Accepter de voir l'étudiant rejeté de l'Université d'Oxford, c'était laisser hâter la Constitution et perdre son prestige international. Intervenir, comme son devoir le lui commandait, c'était se mettre à dos tous les « sudistes »...

Le 24 septembre, pourtant, ordre est donné, par la Cour Fédérale au gouverneur Barnett, d'admettre l'inscription de Meredith à Oxford. Une escorte accompagne le jeune noir qui se présente pour la seconde fois à l'Université. Barnett tient bon et refuse de nouveau. Le 28, une troisième tentative est amorcée, mais la situation ne semble pas mûre, et le cortège armé rebrousse chemin avant d'atteindre l'Université, sur ordre de Washington. Le même jour, le gouverneur Barnett, convoqué devant la Cour d'appel de la Nouvelle-Orléans, pour s'expliquer sur son refus d'appliquer la loi ne se présente pas devant cette juridiction. Il est déclaré coupable d'outrage à magistrats et on lui donne jusqu'au mardi 2 octobre pour « réparer sa faute en obéissant aux ordres fédéraux ».

Cependant, dans la journée de dimanche, 2.000 hommes des troupes fédérales sont acheminées sur Oxford, qu'elles investissent. Sous leur protection, Meredith se présente une fois de plus à l'Université, où on refuse de l'inscrire — non plus pour des raisons légales, mais parce que c'est le « jour du Seigneur ».

Toutefois, une chambre lui est accordée. Mais le général Walker, et sa racaille raciste et fasciste sont sur les lieux. Ils excitent les blancs, injurient les « marshalls » et les fédéraux en civil. Ils frappent, se déchainent. Des coups de feu éclatent. Un journaliste français, Paul Leslie Guillard est tué lâchement, d'une balle dans le dos tirée par un fasciste. Il y a deux autres morts, et des centaines de blessés. L'émeute dure toute la nuit. Le Président Kennedy, à vingt heures, s'était adressé à la nation américaine pour proclamer que l'ordre restera à la loi.

Des troupes étaient envoyées à Memphis, à 80 kilomètres d'Oxford, pour parer à toute éventualité. 10.000 hommes maintenant protégeaient James Meredith, le lundi matin, était enfin officiellement inscrit à l'Université, tandis qu'éclataient de nouvelles bagarres et des coups de feu.

La loi l'a emporté. Et James Meredith a gagné. Difficilement, car les difficultés ne font que commencer. Il a entendu, le lundi, son premier cours (« Histoire des États-Unis à l'époque de la colonisation ») et c'était la première fois qu'un homme de couleur s'asseyait sur les bancs de l'Université. Les racistes, furieux, désespérés, ne sont pas encore revenus de leur stupeur. Le général Walker, arrêté, puis relâché sous caution, est toujours prêt à mordre et à mobiliser ses troupes de choc. Le gou-

verneur Barnett, inculpé mais toujours libre, pourra agiter l'arsenal des lois, qu'en viendrait-il à merveille. Le KKK, les fascistes de Rockwell, les racistes invétérés, les imbéciles de tous les pays continueront de faire briller dans leur nuit les croix de feu, tracer des croix gammées, exciter à la haine. Pourtant, l'exemple de James Meredith, le jeune étudiant au courage tranquille, aura galvanisé des millions d'hommes et de femmes pour qui le droit à la vie et à la dignité ne sont plus seulement des mots inscrits dans des textes, mais un fait réel.

Courage Meredith ! nous sommes avec vous, dans ce noble combat dont vous venez de sortir victorieux.

## LE VISAGE DE LA DIGNITÉ

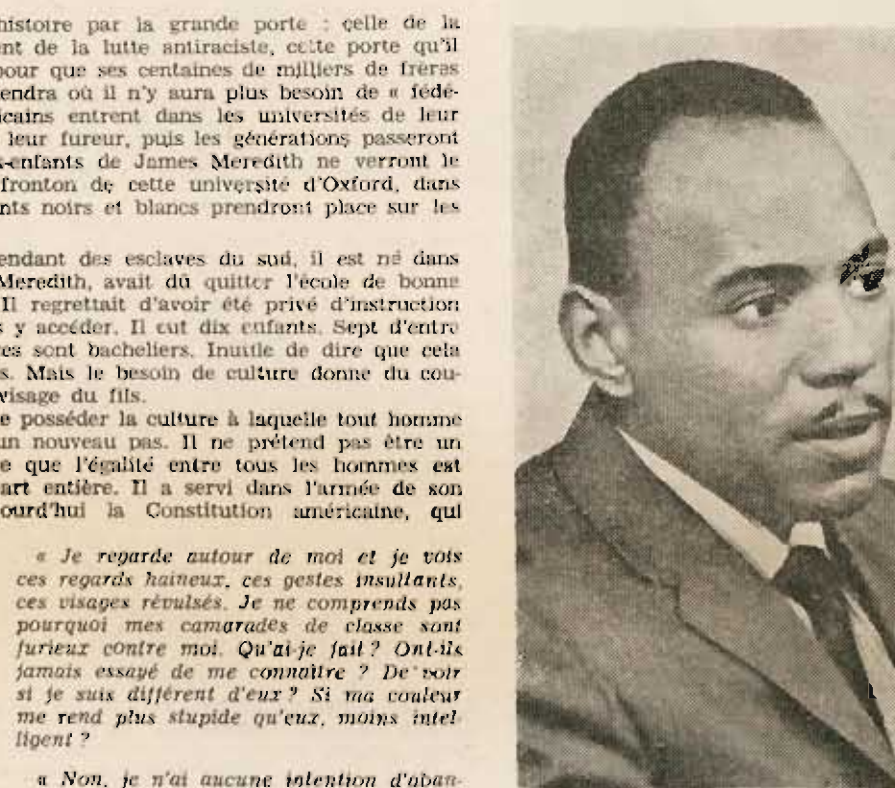
JAMES MEREDITH est entré dans l'histoire par la grande porte : celle de la dignité humaine. Symbole d'un moment de la lutte antiraciste, cette porte qu'il a franchie seul, il l'a laissée ouverte pour que ses centaines de milliers de frères puissent la franchir à leur tour. Un jour viendra où il n'y aura plus besoin de « fédéraux » pour que les étudiants noirs américains entrent dans les universités de leur pays. Les racistes s'étoufferont encore dans leur fureur, puis les générations passeront et rien ne dit que les enfants et les petits-enfants de James Meredith ne verront le nom de leur père et grand-père gravé au fronton de cette université d'Oxford, dans le Mississippi ou, grâce à son action, étudiants noirs et blancs prendront place sur les mêmes bancs, fraternellement unis.

James Meredith a vingt-neuf ans. Descendant des esclaves du sud, il est né dans une famille très pauvre. Son père, Moses Meredith, avait dû quitter l'école de bonne heure pour travailler dans les plantations. Il regretta d'avoir été privé d'instruction et son rêve était de voir ses propres enfants y accéder. Il eut dix enfants. Sept d'entre eux sont entrés à l'université, les trois autres sont bacheliers. Inutile de dire que cela ne fut acquis qu'au prix de lourds sacrifices. Mais le besoin de culture donne du courage. Le courage de son père se lit sur le visage du fils.

James Meredith se n'est pas contenté de posséder la culture à laquelle tout homme a normalement droit. Il a voulu franchir un nouveau pas. Il ne prétend pas être un homme supérieur aux autres, mais il estime que l'égalité entre tous les hommes est un droit sacré. Il veut être un citoyen à part entière. Il a servi dans l'armée de son pays (il est sergent aviateur). Il sert aujourd'hui la Constitution américaine, qui assure et garantit l'égalité entre tous les citoyens. Il a pour lui la Loi, le Droit et la tranquille assurance de la victoire. En face de lui les sauvages s'agitent, hurlent et lâchent voir le vrai visage de la barbarie.

L'hebdomadaire « Jeune Afrique », du 7 octobre dernier a publié un texte de James Meredith. Celui-ci y explique les raisons de son action :

« Je suis né dans cet Etat et je sais dans quelles conditions le Noir vit : exploité, persécuté, humilié dans sa dignité, balouté dans ses droits. Mais ce qui se passe ici est plus important pour l'Amérique que pour moi. »



« Je regarde autour de moi et je vois ces regards haineux, ces gestes insultants, ces visages révoltés. Je ne comprends pas pourquoi mes camarades de classe sont furieux contre moi. Qu'ai-je fait ? Ont-ils jamais essayé de me connaître ? De voir si je suis différent d'eux ? Si ma couleur me rend plus stupide qu'eux, moins intelligent ? »

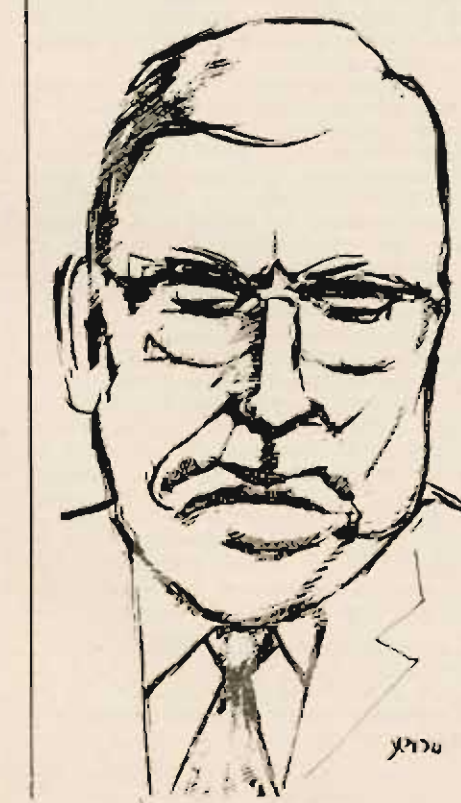
« Non, je n'ai aucune intention d'abandonner l'Université. Même si cette situation durait des mois. Si j'ai contribué, par ma détermination à mener le combat pour le respect de mes droits, à susciter l'attention du peuple américain d'abord, de l'opinion mondiale ensuite, alors je m'estimerai satisfait. »

« Certes, j'aurais pu demander à être admis dans une autre Université, au nord par exemple. Plusieurs d'entre elles m'auraient accepté. Mais ce n'est pas Harvard ou Princeton ou Columbia que je recherche. C'est l'Université du Mississippi, l'Université de mon Etat, de cette terre que je ne veux pas abandonner. »

« Certains me disent qu'on finira par me lyncher. Je ne suis pas de ceux qui cherchent à devenir des martyrs. »

### Le gouverneur Barnett :

## « GOTT MIT UNS ! »



Le gouverneur Ross Barnett, qui est le plus farouche adversaire de James Meredith avec le général Walker, est un « Sudiste » de naissance, ce qui explique son aliénation mentale. Certes, on n'a pas osé, comme son complice, le mettre dans un asile de fous ; mais il est évident que le cas de Ross Barnett relève de la pure psychiatrie.

C'est un robuste banhomme, âgé de soixante-quatre ans, corpulent et imbu de sa personnalité. Son « mouvement de menton » qui ponctue chacune de ses déclarations est célèbre dans le Sud. Il se trouve que, comme Meredith, il est issu d'une famille pauvre de dix enfants. Si le père de Meredith fit tout pour élever le niveau social de ses propres enfants, en dépit de leur état de nègres, celui de Barnett, dont les conditions matérielles ne dépassaient guère celles des anciens esclaves noirs inculqués aux siens des principes curieux : sans argent, ni intelligence, ni moyens quelconques, ils sont tout de même supérieurs parce que blancs, ou plus riche et ou plus intelligents que noirs. Barnett, il faut le dire, travailla dur. Il paya ses propres études en faisant le barbier ou le portier. Entraqua parfaitement au basket-ball. Il joua notamment dans cette université du Mississippi dont il sortit en 1926 avec un diplôme de droit. Depuis cette année là, il exerce le métier d'avocat. Battu deux fois aux élections pour le poste de gouverneur du Mississippi, il oc-

quit une certaine notoriété parmi ses concitoyens en 1956, grâce à un retentissant procès qui se déroula dans la Tennessee ; il y défendait un groupe de blancs poursuivis pour violences envers des noirs au cours d'incidents ségrégationnistes dans une école. Devenu le porte-drapeau des « conseils des citoyens » qui affirment la supériorité de la race blanche, il fut élu en 1959, grâce à leur appui.

Le gouverneur Barnett possède deux armes essentielles dans son combat : la Bible et le Droit. Il les utilise d'étrange façon. Pendant la campagne électorale de 1960, il s'écria : « Dieu était le premier ségrégationniste. Il nous a fait blancs, parce qu'il nous voulait blancs, et il entendait que nous le suivions dans cette voie ». Sur le plan du Droit, il n'hésite pas à comparer l'intégration raciale à un génocide : « Nous ne bions pas à la coupe du génocide. Il n'existe pas de cas dans l'histoire où la race blanche ait succédé à l'intégration raciale ». Il n'hésite pas à dire, non plus, que l'intervention des autorités fédérales au Mississippi « piétine la souveraineté de ce grand Etat » et « détruit la Constitution » des États-Unis. Borné, stupide, en retard sur son époque et marchant à grands pas dans le sens contraire à celui de l'histoire, le gouverneur Barnett est prêt à recommencer la guerre de Sécession. Plaignons les âmes de sa sorte.

## L'art au service de la fraternité

Il nous faut particulièrement remercier les artistes qui, la plupart du temps « au pied-levé » ont accepté de participer à notre « veillée ». Leurs interventions, entre celles des orateurs, ont donné à cette soirée un caractère particulièrement original. Emotion, humour, tendresse se sont succédés, grâce à eux, sur la scène du Récamier.

La jeune et charmante actrice camerounaise LYDIA EWANDE a dit avec beaucoup de chaleur le poème de Dora Teitelboim : « Aux Enfants de Little-Rock » ; l'acteur BACHIR TOURE a rythmé au tam-tam la boulevergente « Ballade des deux grand-pères » de Nicolas Guillen, tandis que RAOUL



# La soirée du Théâtre Récamier

(Suite de la page centrale)

paix mondiale sera bouché », affirme-t-il. En ce qui concerne les Etats-Unis, la résistance des noirs est devenue telle qu'on risque de voir une sorte d'Algérie noire s'installer au cœur de l'Amérique blanche. Alors, conclut M. Obama, « Attention Amérique ! »

**Pierre VIDAL-NAQUET :**

« Face au fascisme, nous sommes tous des « bicots »... »

Le professeur Pierre Vidal-Naquet s'efforce de tirer les trois leçons que nous imposent les événements du Mississippi.

La première leçon est celle que nous donne James Meredith lui-même. Il au-



Quelques instantanés de la soirée. De haut en bas : M. David LAMBERT, de la Ligue des Droits de l'Homme ; MM. Paul TEITGEN, maître de requêtes au Conseil d'Etat ; Jacques ARNAULD, rédacteur en chef de « La Nouvelle Critique » ; le professeur Pierre VIDAL-NAQUET ; l'historien Jacques MADAULE.

rait fort bien pu s'inscrire dans une Université du Nord, où les noirs peuvent entrer, ou même, dans son propre Etat, entrer dans un collège réservé aux étudiants de couleur. Il ne l'a pas voulu, parce qu'il estimait qu'il était chez lui dans le Mississippi et qu'il pouvait prétendre au droit de s'inscrire dans l'Université de son choix, comme un libre citoyen.

La seconde leçon est à chercher chez les adversaires de James Meredith. Qui sont-ils ? Cette société blanche qui refuse de laisser pénétrer les noirs dans son sein, nous la connaissons. Nous l'avons vue à l'œuvre en Algérie. Entre les hommes de l'O.A.S. et les blancs fanatisés du Mississippi, il y a plus d'un rapprochement à faire. D'ailleurs l'un des généraux sur lesquels comptait le général Challe pour mener son action n'est autre que le général Walker.

La troisième leçon est française : il y a un an, le 17 octobre 1961 les Algériens ont demandé, au cœur de Paris, leur droit à leur propre dignité. On sait comment la police a répondu : deux cents morts par strangulation, noyade et coups... Mais le général Walker est dans un asile de fous. Où sont les responsables du massacre du 17 octobre ?

Enfin, rappelant que le fascisme veille, le Professeur Vidal-Naquet lance cet avertissement : « Sachez que devant le fascisme, nous sommes tous des « bicots ».

**M. David LAMBERT**

(au nom de la Ligue des Droits de l'Homme) :

« Une lutte pour la liberté. »

Au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, qui vient de publier une motion votée à l'unanimité par son Comité Central, se réjouissant que la nouvelle manifestation du racisme ait été tenue en échec par le gouvernement américain, M. David Lambert affirme : « Ce fanatisme, ce racisme est à l'opposé de ce qui est à la base de notre action : la lutte pour la liberté. La première des libertés c'est celle de vivre. C'est la possibilité d'être complètement soi-même. »

Développant une pensée de Camus : « Ce n'est pas si facile qu'on croit d'être un homme libre », M. Lambert démontre que le combat pour la liberté est une tâche exténuante et, comme l'affirmait l'écrivain, ceux qui consentent à ne pas s'y livrer pendant une minute ne méritent pas le nom d'homme. C'est dans cet esprit que nous devons soutenir la lutte de James Meredith pour la liberté.

**William-Gardner SMITH :**

« Une invention diabolique. »

L'écrivain américain William-Gardner Smith, conte avec beaucoup d'humour l'histoire suivante, qui a donné lieu à un roman. Un savant avait découvert une substance qui permettait aux nègres de devenir blancs, avec des yeux bleus et des cheveux blonds. Dès que ce produit fut répandu, une certaine panique s'empara des blancs. Tout être aux yeux bleus et aux cheveux blonds était suspect d'être un nègre. Aussi les blancs se firent teindre les cheveux en noir, et s'employèrent à brunir leur peau, afin qu'on ne puisse pas les confondre avec les noirs devenus blancs. Alors le savant poursuivit ses recherches et trouva une substance qui permettait aux blancs de devenir noirs. Ce qu'ils firent, et depuis ce jour-là, tous les blancs étaient noirs et tous les noirs étaient blancs...

Ce petit conte quasi philosophique, s'il mit en joie l'assistance, prouve que les questions raciales ne s'appuient que sur des préjugés. Sur un autre ton, William-

## TROIS TÉLEGRAMMES

Dès que fut connue la demande d'inscription de James Meredith à l'Université d'Oxford, le M.R.A.P. a envoyé le 28 septembre aux Etats-Unis les trois télégrammes suivants :

**Au Président des Etats-Unis :**

Au nom opinion antiraciste française profondément émue affaire James Meredith, exprimons respectueusement espoir toutes mesures seront prises pour triompher justice et humanité contre haine raciste déchainée.

**A James Meredith :**

Au nom opinion antiraciste française unanime, vous exprimons chaleureuse sympathie et encouragements.

**Au gouverneur Ross Barnett :**

Au nom idéaux communs et amitié nos deux peuples, opinion française souhaite fermement intégration James Meredith université Mississippi et arrêt déchainements racistes.

## Aux antiracistes américains

Voici le texte de la motion adoptée à l'unanimité par les participants, à l'issue de la soirée :

**R**EUNIS le 5 octobre au Théâtre Récamier à l'appel du M.R.A.P., nous adressons notre salut fraternel aux Noirs des Etats-Unis et aux Blancs de plus en plus nombreux qui mènent en commun, dans de dures conditions, une lutte quotidienne contre la ségrégation, les discriminations et les déchainements criminels du racisme.

Sûrs d'interpréter l'émotion de l'immense majorité des Français, nous exprimons en particulier notre sympathie chaleureuse à l'étudiant James Meredith qui, en tenant tête à la meute des racistes assoiffés de sang, donne un exemple extraordinaire de courage et de dignité humaine.

**O**PPROSES à toutes les manifestations du racisme et condamnant avec vigueur celles qui se produisent dans notre propre pays, nous sommes conscients qu'il est du devoir de chaque homme d'exiger partout le respect de ses semblables, quelle que soit la couleur de leur peau, leur origine ou leur confession.

C'est pourquoi, approuvant les dispositions énergiques prises par le Président des Etats-Unis pour permettre l'entrée d'un étudiant noir à l'université d'Oxford, nous souhaitons ardemment que, dans les délais les plus rapides, l'intégration scolaire devienne une réalité pour toute la jeunesse sur l'ensemble du territoire américain et que les barrières de races y soient abattues résolument dans tous les domaines de la vie sociale.

**C**OMBATTANTS américains de la fraternité, vos efforts patients et vigoureux, votre obstination à vaincre les obstacles de toutes sortes, vos premiers succès remportés contre les forces obscures du passé, nous apportent le ferme espoir que vous saurez imposer dans le pays de Washington et de Lincoln l'égalité véritable de tous les citoyens.

Combattants américains de la fraternité qui bravez avec tant de vaillance les brimades et les insultes, les violences et la prison, les gens de cœur du monde entier vous admirent et vous soutiennent.

Combattants américains de la fraternité, nous sommes à vos côtés, votre lutte est inséparable de la nôtre !

Gardner Smith évoqua ensuite la dure lutte des antiracistes américains pour le triomphe de leur cause.

**M. Paul TEITGEN**

Maître des requêtes au Conseil d'Etat :

« Avoir le courage d'être seul. »

M. Paul Teitgen, Maître de requêtes au Conseil d'Etat, saluant James Meredith, admire son courage. « Il faut, dit-il, avoir le courage d'être seul dans une action décisive. » Pour appuyer son affirmation, il conte une expérience personnelle. Le 11 novembre 1942, il se trouvait dans une ville française de 120.000 habitants. Radio-Londres avait demandé aux Français de manifester ce jour-là, dignement, contre l'occupant nazi, et notamment de se regrouper sur les places ou dans les églises. Lorsqu'il s'est présenté, le matin de ce 11 novembre, à la porte de l'église, il a constaté qu'il était tout seul.

De même, aujourd'hui, le combat courageux de James Meredith peut paraître sans espoir. Mais ce n'est qu'en apparence qu'il est solitaire. Comme celui de la Résistance, ce combat portera ses fruits.

**Jacques ARNAULD**

Rédacteur en chef de « La Nouvelle Critique » :

« Qu'est-ce que la civilisation ? »

M. Jacques Arnauld, dans une intervention fort documentée va développer ce thème : « Qu'est-ce que la civilisation ? »

« On dit que la télévision est un moyen redoutable, lorsqu'elle met à nu la vérité. Dans ce cas précis, la vérité a passé le petit écran lorsque nous avons vu évoquer les incidents du Mississippi. Nous y avons d'abord vu le visage de James Meredith, calme, serain, empreint d'une force intérieure sans pareille. Nous avons vu aussi des foules blanches, dans un stade, hystériques et hurlantes. Sur le visage de l'homme noir nous avons vu la culture et la civilisation. Sur ceux des femmes et des hommes blancs nous lisions l'inculture et la barbarie. »

Le président Kennedy, dit encore Jacques Arnauld, s'est résolu à envoyer la force armée pour faire appliquer la loi dans le Mississippi. C'est bien d'employer les armes pour faire admettre un jeune noir dans une Université. Mais si le président Kennedy est poussé dans son geste par des considérations électorales et de politique étrangère, c'est moins bien. Nous aurions préféré que cet emploi des armes fut sincère et spontané.

Evoquant ensuite le discours du général de Gaulle parlant des « pays qui s'ouvrent à la civilisation », Jacques Arnauld s'étonne et demande de quelle civilisation le chef de l'Etat veut parler. Est-ce la « civilisation » qui a provoqué la mort de 90.000 Malgaches, de 300.000 Vietnamiens et 700.000 Algériens ? Or la civilisation malgache, la civilisation vietnamienne et la civilisation arabe comptent parmi les plus anciennes et les plus riches qui soient. « L'inculture et la barbarie vont de pair avec le racisme », conclut-il.

**Le pasteur Maurice VOGÉ :**

« Quand un homme souffre de l'injustice, nous sommes tous menacés. »

« Nous avons appris, dit le Pasteur Vogé, que chaque fois qu'un homme est in-

justement traité parce qu'il a une certaine couleur de peau, une certaine race, une certaine nationalité, une certaine idéologie, c'est chacun de nous qui est menacé. Lorsqu'un homme souffre de l'injustice, lorsqu'un homme souffre du racisme, nous sommes menacés avec lui. Nous ne serons débarrassés de l'injustice et du racisme que lorsque nous aurons combattu avec cet homme jusqu'à la victoire. »

« Nous sommes heureux de voir dans cette lutte qui se poursuit aux Etats-Unis un grand aspect de dignité, dit-il encore. Les noirs sont prêts à payer pour leur dignité. Comment ne serions-nous pas solidaires de ces hommes capables, sans violence, de dominer le mépris des autres hommes ? Cette attitude paye : ce sont les hommes blancs qui s'énervent et se jettent dans la violence désespérée... »

**Edouard GLISSANT**

(Prix Théophraste-Renaudot) :

« Nous sommes tous responsables. »

Au nom des Antillais vivant en France, l'écrivain Edouard Glissant salue les noirs américains en lutte :

« Nous sommes, déclare-t-il, Antillais ou noirs américains, issus du continent africain par suite de la traite des nègres. Il semble qu'il y ait une sorte de fatalité qui pèse sur ces cent cinquante millions d'êtres déracinés au cours des siècles. Les nègres d'Amérique s'évertuent, en employant toutes les armes qui sont en leur pouvoir pour qu'on leur reconnaisse le droit d'être des citoyens américains, droit qu'on leur dénie. Chacun veut être réellement ce qu'il est et il est normal que les noirs américains, vivant dans un milieu intégré revendiquent la qualité de citoyen, sans préjuger de leur qualité de nègre. »

« Les peuples antillais, eux, cherchent à être ce qu'ils sont, alors qu'on s'évertue à en faire ce qu'ils ne sont pas. Nous voulons être ce que nous sommes, des peuples qui aient le droit de décider de leur nationalité, de leur avenir, de leur dignité. »

Et il conclut :

« Ce combat, bien que ses objectifs soient différents du nôtre, est le même que le nôtre. Nous sommes tous responsables, dans le monde d'aujourd'hui, et il n'y a pas lieu de fuir nos responsabilités. »

## DES MESSAGES

De nombreuses personnalités, qui n'avaient pu être présentes à la soirée, avaient adressé des messages de sympathie, qui ont été lus à la tribune. Ce sont : MM. **Marius MOUTET**, **Emile CLAPAREDE**, **Jean PIERRE-BLOCH**, **Edmond MICHELET**, **Albert GAZIER**, anciens ministres ; **Waldek L'HUILLIER**, sénateur ; **Claudius PETIT** et **André DILIGENT**, députés ; **René CASSIN**, membre du Conseil Constitutionnel ; le chancier **B. LALANDE**, délégué général de Pax Christi ; **Jacques MITTERAND**, Grand Maître du Grand Orient de France ; des écrivains **VERCORS** et **Jean-Jacques BERNARD**, les professeurs **ETIEMBLE**, **Roger HEIM**, **Marcel PRENANT** et **Paul CHAUCHARD** ; l'abbé **PIERRE** ; M. **Henry TORRES** ; **Alexandre KAMENKA** ; **Adolphe ESPIARD** ; Mme **Marcelle ALBERT-MARQUET**, ainsi que S.E. **André MINTSA**, ambassadeur du Gabon et le Consul à Paris de la République Malgache.



# notes de lectures ★ notes de

## ★ LA RAISON D'ETAT

(Editions de Minuit)

LORSQUE la vérité fait mal, il faut saluer le courage, l'obstination de ceux ou de celui qui persistent à vouloir clamer cette vérité, envers et contre tout.

Les documents et les textes — tous authentiques est-il besoin de le souligner — présentés par Pierre Vidal-Naquet sous l'égide du Comité Maurice Audin, ont la sécheresse du couperet.

Bien des choses sont connues maintenant, sur la guerre d'Algérie, qui étaient tues par les autorités ; mais ce que ce livre de 328 pages, bourrées de notes, révèle sur le processus inexorable de la « gangrène », tant en Algérie qu'en France même, bien peu de Français en avaient connaissance.

Pierre Vidal-Naquet a fait œuvre d'historien. Mais cette Histoire, qui est la nôtre, est toujours là, vivante, ses multiples acteurs n'ont point disparu de la scène et c'est pourquoi ce livre est capital.

Pour beaucoup l'« affaire algérienne », selon l'expression consacrée, est désormais close. La jeune République ne vient-elle pas d'être admise dans le concert international ?

C'est oublier que nous n'avons encore rien fait dans notre pays pour extirper le mal. Tant que ceux qui sont mis en cause par le rapport de M. Guillaume (2-3-1955), par le rapport de M. Mairey sur la Police en Algérie (13-12-1955), par le rapport de M<sup>e</sup> Maurice Garçon (12-6-1957), par le rapport du Gouverneur Général Delavignette (21-7-1957) pour ne citer que les plus anciens, auront toujours des fonctions d'autorité, tant que les autorités officielles n'auront pas publiquement dénoncé, et les tortures et les responsables, les pires dangers sont à craindre.

Le livre de Pierre Vidal-Naquet déborde largement son objet : une fois ces documents irrécusables lus, le lecteur, et il faudrait que ce fût chaque citoyen, est amené à se poser des questions : comment tout cela a-t-il été rendu possible ? Pourquoi ?

Pierre Vidal-Naquet ne pose ni ne répond à ces questions. Dans le cadre de son ouvrage il ne lui était pas possible de le faire, ou alors trop brièvement.

Le régime colonial, le racisme constituent sans conteste possible les clefs des réponses, le racisme surtout, le racisme essentiellement. Le régime colonial

étant en définitive une supra-structure qui repose sur le racisme.

Par souci d'objectivité, parce que sans doute il considère le « racisme » comme un élément « passionnel » qui ne doit pas entrer en ligne de compte dans une œuvre comme celle-ci, l'auteur n'a jamais souligné cet aspect.

Pourtant l'Etat ne s'est pas fait faute d'en user et d'en abuser. Combien d'antiracistes sincères, de démocrates, de républicains n'ont-ils pas été ébranlés par les récits enthousiastes sur « la fraternisation » ?

Ce qui est proprement épouvantable, et que met en lumière « La raison d'Etat », c'est non seulement « le pourrissement » des personnels civils et militaires durant ces 7 années de guerre, mais la carence des pouvoirs devant le développement de méthodes qui furent pourtant solennellement condamnées par les plus hautes instances internationales après la victoire des peuples sur l'hitlérisme.

Le rapport de M. le Gouverneur Général Delavignette, membre de « la commission de Sauvegarde des Droits et Libertés individuels » créée le 7 mai 1957 par le gouvernement Guy Mollet, rapport en date du 21 juillet 1957, contenait ces lignes :

« Les personnels militaires et civils qui se laissent happer par l'engrenage du contre-terrorisme reviendront un jour dans la métropole. Croit-on qu'elle les délivrera de l'automatisme qu'ils auront contracté en Algérie et qu'ils retrouveront les principes qui font l'honneur de leur arme ou de leur administration ? »

C'était prévoir et le 13 mai et l'O. A.S.

Si ces documents avaient été rendus publics en temps voulu, nul doute que la République en fût sortie grandie.

Tant il est vrai que la vérité, si cruelle soit-elle, vivifie la démocratie tandis que la raison d'Etat, instaurée comme un principe permanent, abuse le peuple et ouvre toutes grandes les portes à l'aveuglement.

Armand DYMENSTAIN.



### ★ MILA 18, par Léon URIS (Laffont).

Le nouveau roman de Léon Uris « Mila 18 » (Laffont) a pour cadre la Pologne et plus précisément le ghetto de Varsovie pendant la dernière guerre mondiale. Excessivement romanesque et ne s'embarrassant pas de subtilités psychologiques, ce gros volume n'est pourtant pas dépourvu des qualités généralement indispensables à ce genre d'ouvrage, le « best-seller » dont le public américain est friand par définition. L'auteur de « Mila 18 », en effet, a le don de la vie et sur ce point son livre est comparable, par la multiplicité de ses personnages et de ses péripéties à ses précédentes « superproductions », « Le cri de la victoire » et « Exodus ».

De plus, il faut souligner que la dernière partie de son livre qui a trait aux événements tragiques et glorieux d'avril-mai 1943 ne manque ni de vérité ni de puissance. En somme, malgré certaines insuffisances ou complaisances sur le plan littéraire, Léon Uris, porté par son sujet, se montre ici le digne chroniqueur de l'extraordinaire fait d'armes que fut la révolte du ghetto de Varsovie.

Guy BAUDIN.

## POESIE: UNE HEUREUSE INITIATIVE

A poésie est généralement mal servie par l'édition. La France compte des milliers de poètes qui rêvent de se voir édités, mais n'y parviennent guère, quelle que soit la qualité de leurs œuvres. Mais il arrive que les poètes se groupent et fassent paraître, souvent à leurs propres frais — et toujours dans des conditions financières terribles — une revue. Ces petites revues, mal connues, prolifèrent, surtout en province. Nous nous faisons un plaisir d'en signaler au moins une à nos lecteurs. Il s'agit d'« ELAN POETIQUE ET LITTERAIRE » (1), dont le numéro 18 (mai-juin 1962) est consacré au racisme. Dans le numéro précédent, son animateur, Louis Lippens, avait écrit :

« Ceux qui croient en la Fraternité des races ne sont pas seuls au monde et la poésie sera d'accord avec Michel Beau, pour dire :

Qu'importe ta peau, qu'importe ta race,  
Tes aspirations, ta langue, ta foi,  
Tout cela vois-tu n'est que carapace,  
Et je tends la main si tu viens vers moi.  
Il faut briser les chaînes de préjugés  
qui écrasent l'humanité. Un auteur, dont  
j'ai oublié le nom, a écrit : « Je n'ai qu'une  
patrie : la vie ». N'est-ce pas là une excel-

## VOICI UN JEU ANTIRACISTE



Un antiraciste conséquent se doit de connaître parfaitement certaines notions de géographie, d'histoire, de biologie... Nous vous proposons à partir du présent numéro un petit jeu-test (puisque c'est la mode) qui vous permettra, chaque mois, de vérifier vos connaissances ou de les approfondir. Nous vous donnons la définition d'un certain nombre de termes, ou certaines déclarations d'hommes célèbres, ou encore, l'exposé de faits précis. Il est évident que ces définitions, déclarations ou faits sont vrais ou faux. A vous de le discerner. Comptez-vous un point à chacune de vos réponses justes. Si vous obtenez dix points, vous êtes non seulement un érudit, mais un antiraciste bien armé pour la lutte. De neuf à six points, c'est encore très honorable. Cinq points, c'est la moyenne et vous avez besoin d'une bonne révision de vos connaissances. De quatre à un, hum ! Zéro, n'en parlons plus, et attendez le questionnaire suivant pour prendre votre revanche... Mais vous pouvez toujours « coller » vos amis (SOLUTION EN PAGE 10.)

|    | VRAI  | FAUX  |
|----|---|-------|
| 1  | Le GHANA était, au Moyen-Age, le titre d'un souverain.  | ..... |
| 2  | Les SARAKOLLE ont une histoire plus ancienne que les Allemands.   | ..... |
| 3  | Les PEULS, qui habitent en Afrique occidentale sont des descendants des Hébreux.  | ..... |
| 4  | Le MALI était le nom d'un empereur.   | ..... |
| 5  | Le FOUTA-DJALON est un des hauts volcans du Japon.  | ..... |
| 6  | Le royaume de GAO était un protectorat portugais aux Indes.   | ..... |
| 7  | BENIN, petit village insignifiant de Guinée où s'arrêtèrent des voyageurs au XV <sup>e</sup> siècle, a donné racine à l'adjectif « bénin ».   | ..... |
| 8  | Le « commerce triangulaire » qui a fait la fortune de Bordeaux aux XVII <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> siècles consistait surtout en l'exportation d'instruments de musique, essentiellement des triangles. | ..... |
| 9  | Jules Ferry a déclaré : « Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. ».  | ..... |
| 10 | Les « VILLAGES DE LIBERTE » fondés au Soudan par Gallieni étaient destinés à donner asile aux captifs noirs évadés.   | ..... |

### A PROPOS DE « THERESE DESQUEYROUX »

## Un antisémitisme de bonne société

L y a quelque temps, dans un de ses fameux « Bloc-notes », M. François Mauriac écrivait :

« Le tribut de chair humaine que la communauté juive a payé, nous ne l'oublierons jamais, le monde entier en est demeuré frappé d'horreur. » Et il ajoutait : « Ne croyez pas que cette horreur soit révolue, ne croyez pas que le nombre des martyrs de naguère ait diminué, si peu que ce soit, celui des bourreaux en puissance. Ils ont appris à se taire. Leur haine est devenue ce démon muet qui se garde bien de dire son nom : cette haine est plus redoutable peut-être depuis qu'elle est refoulée. Un voisin de campagne m'assure que dans des gentilhommières, il se trouve de bonnes gens pour porter en secret le deuil d'Eichmann. La croix gammée a reparu sur les murs : cette araignée gorgée de sang des juifs et qui jeûne depuis bientôt vingt ans. »

A ce propos et puisque l'excellent film de Georges Franju, « Thérèse Desqueyroux » est actuellement présenté, avec un

grand succès, sur les écrans parisiens, signalons que ce roman de François Mauriac — et le film aussi — insiste sur cet antisémitisme de bonne société, fréquent dans les « gentilhommières ». Que l'action de « Thérèse Desqueyroux » se déroule avant Eichmann (le roman) ou après (le film), la « bonne société » décrite par l'auteur du « Nœud de Vipères » s'y montre profondément antisémite. Si l'on refuse d'admettre dans une de ces familles le jeune Azévedo, ce n'est pas seulement parce qu'il est malade. C'est surtout parce qu'il est d'origine juive. Lisez d'ailleurs ce passage où s'opposent Thérèse et son mari Bernard Desqueyroux :

« ...Comme Bernard déclarait être bien tranquille, du moment qu'elle avait pris l'affaire en main, la jeune femme lui demanda pourquoi ses parents étaient hostiles à ce mariage. Il crut qu'elle se moquait de lui, la supplia de ne pas commencer à soutenir des paradoxes :

« — D'abord tu sais bien qu'ils sont juifs : maman a connu le grand-père Azévedo, celui qui avait refusé le baptême.

« Mais Thérèse prétendait qu'il n'y avait rien de plus ancien à Bordeaux que ces noms d'Israélites portugais :

« — Les Azévedo tenaient déjà le haut du pavé lorsque nos ancêtres, bergers misérables, grelotaient de fièvre au bord de leurs marécages.

« — Voyons, Thérèse : ne discute pas pour le plaisir de discuter ; tous les juifs se valent... et puis c'est une famille de dégénérés, tuberculeux jusqu'à la moelle, tout le monde le sait.

« Elle alluma une cigarette, d'un geste qui toujours avait choqué Bernard :

« — Rappelle-moi donc de quoi est mort ton grand-père, ton arrière-grand-père ? Tu t'es inquiété de savoir, en m'épousant, quelle maladie a emporté ma mère ? Crois-tu que chez nos ascendants, nous ne trouverions pas assez de tuberculeux et de syphilitiques pour empoisonner l'univers ?

« — Tu vas trop loin, Thérèse, permets-moi de te le dire ; même en plaisantant et pour me faire grimper, tu ne dois pas toucher à la famille. »

### « JORGEN DE DANEMARK » A REIMS ET A LILLE

L'opéra « Jorgen de Danemark », dont Pierre Paraf a écrit le livret, et dont la musique est de René Challan, premier Grand Prix de Rome, poursuit sa carrière, commencée l'an dernier.

Il sera représenté à Reims les 20 et 21 octobre, puis à Lille le 6 décembre. Nous lui souhaitons beaucoup de succès.

## L'art au service de la fraternité

(Suite de la page centrale)

(« ... Je supplie à mains jointes, avec un respect profond et filial, cette illustre république américaine d'avisier au salut de la loi morale universelle, de sauver John Brown de jeter bas le menaçant échafaud du 16 décembre, et de ne pas permettre que, sous ses yeux, et, j'ajoute en frémissant, presque par sa faute, le premier fratricide soit dépassé. Oui, que l'Amérique le sache et y songe, il y a quelque chose de plus effrayant que Cain tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus. »)

Enfin RENE-LOUIS LAFFORGUE, avant de chanter sa chanson antiraciste « Le Grand Manitou », l'a présentée ainsi :

« Je suis né par inadvertance en Espagne, de parents français. Quand je suis sorti des jupes de ma mère, j'ai rencontré des petits garçons de mon âge qui me disaient, très gentiment d'ailleurs : « Sale Français, retourne chez toi, tu viens manger notre pain. » Ça m'a mis la puce à l'oreille.

« Et puis je suis arrivé en France et je me suis dit : « Je suis tranquille, je suis chez moi. » Malheureusement je ne parlais pas un traitre mot de français. Quand j'ai pu assimiler les finesses de la langue française, ce fut pour entendre les propos de garçons de mon âge qui me disaient : « Sale Espagnol, retourne dans ton pays, tu viens manger notre pain... » Ça m'a encore mis la puce à l'oreille.

« Puis est arrivé 1939, et le grand triomphe de 40. J'avais la tête que j'ai. Je suis Basque et les Basques ont un grand nez. Période étrange ! On me disait constamment : « Alors youpin, et toi t'es pas dans le 4<sup>e</sup> compartiment ? Et ton étoile ? C'est pas sérieux... » On me prenait pour un juif...

« C'est ce qui m'a incité à écrire cette chanson... »



LES 2 MILLIONS SERONT ATTEINTS, MAIS...

# Il faut poursuivre l'effort

NOTRE appel a été entendu. « Il faut au M.R.A.P. deux millions d'ici le 15 octobre ! » disions-nous dans le dernier numéro de « Droit et Liberté ». Le 12 octobre, à l'heure où cet article est écrit, nous approchons la somme de 1.700.000, et l'on peut espérer qu'à quelques jours près, l'objectif sera atteint.

Il est réconfortant de constater que tant d'amis se sont levés, pendant ces trois semaines, pour assurer au M.R.A.P. les moyens d'exister et d'agir. Notre courrier abonde de lettres touchantes et combattives, témoignant d'un énorme capital de confiance autour de nous.

Comment choisir parmi tous ces exemples de cette bonne volonté agissante ?

Dès le lendemain de la parution de notre journal, l'afflux quotidien des mandats pour le règlement des Bons de Soutien, a été croissant. 30.000, 40.000, jusqu'à 70.000 anciens francs en une journée. Parmi les comités locaux qui ont fait aussitôt l'effort nécessaire, nous citerons particulièrement ceux de Lyon et de Saint-Quentin.

PAR

**Julien AUBART**

Trésorier du M.R.A.P.

Nous avons aussi reçu des dons, depuis les quelques pièces que l'on vient porter, en s'excusant de ne pouvoir faire mieux, jusqu'à ce chèque de 3.000 NF que nous adresse un généreux ami du Bureau National. Une de nos militantes parisiennes, Germaine Rabinovitch, consacrant une partie de son temps libre à collecter, a recueilli à elle seule plusieurs dizaines de milliers de francs...

Soyez donc tous remerciés et félicités, amis connus et inconnus, qui avez si efficacement aidé, dans un moment difficile, notre Mouvement, votre Mouvement.

MAIS beaucoup s'étonneraient sans doute si le trésorier disait maintenant : « Tout va bien, nous sommes à l'abri des difficultés. » Ce serait en effet bien mal connaître le fonctionnement d'une organisation démocratique telle que la nôtre, toujours sur la brèche, « collant » à l'actualité, sans autres ressources que celles qui lui sont apportées au grand jour pour une action poursuivie aux yeux de tous, avec le concours de tous.

Tant qu'il y aura du racisme, sous quelque forme que ce soit, il faudra se mobiliser pour le combattre. Se procurer les moyens matériels que ce combat suppose est une inéluctable nécessité. Et sans cesse, il faudra faire appel à la générosité, à la conscience des antiracistes.

Les deux millions d'anciens francs dont nous avions besoin, devaient nous permettre de couvrir les dépenses des premières semaines après les vacances, qui avaient dispersé nos amis. Il s'agissait, en particulier, d'assurer la parution

des numéros de septembre et d'octobre de « Droit et Liberté ».

Mais, entre temps, il y a eu, par exemple, les événements du Mississippi. Et la soirée qu'il était normal, indispensable de faire, pour que s'exprime la solidarité des antiracistes français avec ceux qui, aux Etats-Unis, bravent les brimades et les violences pour imposer l'égalité des noirs. Cela nécessite des affiches, des tracts, une salle, et beaucoup d'autres choses...

Et puis, il y a, dans quelques jours, le procès si important intenté par notre Mouvement à Pierre Poujade, un procès qui fera date dans la lutte antiraciste en France. Malgré le dévouement admirable de nos avocats, qui ont à honneur de défendre bénévolement notre cause, est-il besoin de préciser qu'une telle affaire entraîne d'énormes frais ?

Et puis encore, il y a le travail quotidien de propagande, de prospection, les voyages, les réunions, les meetings comme celui qui vient de rassembler à Nîmes plus de 600 personnes... Il y a enfin, tout ce que nous ne pouvons pas faire, faute de moyens suffisants, tout ce qui serait utile pour étendre plus efficacement encore le rayonnement de notre idéal.

CEST dire que, sur le plan des finances, comme sur tous les plans, nous devons redoubler d'efforts.

Beaucoup d'amis ont eu déjà le réflexe de nous répondre. Mais combien, empêchés momentanément par leurs occupations (ou simplement par négligence) conservent encore des Bons de Soutien non réglés ! Nous comptons sur eux dans les tous prochains jours.

Nous comptons sur eux, et sur tous, pour continuer et renforcer la campagne d'adhésions, d'abonnements à *Droit et Liberté*, de dons et de collectes.

Et puisque notre gala annuel approche, nous comptons sur tous pour que, **DES AUJOURD'HUI**, le placement des billets prenne un élan rapide.

Il faut que la salle Pleyel soit pleine à craquer, le 18 novembre, pour cette soirée où, traditionnellement, les antiracistes se retrouvent dans une ambiance de chaleureuse fraternité. Il appartient à chaque militant de faire mieux et plus que les années précédentes, de n'oublier aucun ami, aucune connaissance susceptible de prendre contact, à cette occasion, avec notre Mouvement.

Gagner de nouveaux souscripteurs, gagner à notre lutte de nouveaux sympathisants, c'est une seule et même tâche.

## Dans notre courrier...

### NOTRE COURRIER... DU CŒUR

Le M.R.A.P. et « Droit et Liberté » ont leur courrier du cœur. Du cœur de nos innombrables amis, dont les encouragements moraux et matériels va droit au nôtre, dans ce combat inlassable que nous menons pour la fraternité humaine. Voici quelques phrases glanées dans ce courrier :

« ... Je ne pourrai pas participer à l'assemblée du théâtre Récamier et je le regrette vivement, mais je m'associe sans réserve à la protestation qui y sera élevée contre les menées du racisme et du fascisme... Le dernier numéro de « Droit et Liberté » que j'ai trouvé à mon retour à Paris dit que le M.R.A.P. a besoin immédiatement de 2 millions. Je vous envoie ci-joint ma contribution personnelle... »

Adolphe ESPIARD.

« De lourdes charges présentes m'interdisent de faire mieux et j'en suis désolée. Voici 3 NF en timbres... »

Renée IMBERT.

« Ci-joint, les talons des billets de soutien... J'espère que vous avez déjà reçu un nombre important de ses pareils... Vous pouvez m'en envoyer encore deux ou trois carnets s'il en reste... »

J. SANDLER.

« Ci-inclus vingt talons de billets de soutien... Je souhaite ardemment le succès de votre entreprise face à la flambée de racisme qui empoisonne l'humanité. »

M. CERON, Marseille.

« ... Ci-joint les talons de 2 carnets de billets de soutien... Votre journal serait peut-être bien accueilli par les personnes dont les adresses ont été inscrites au dos des talons. Veuillez donc faire le nécessaire... Cordiales salutations antiracistes. »

R. VELINSKY.

« ... Veuillez trouver ci-joint le chèque de 7,50 couvrant mon réabonnement à votre journal... Toutes mes salutations à l'équipe qui fait un si beau journal, digne de la lutte qu'il doit mener continuellement contre le racisme et pour la paix... »

M. GANDIVERG, Vandœuvre.

« ... Ci-joint les talons de deux carnets de bons de soutien 1962. Je les ai gardés pour moi et espère gagner quelque chose. Mais je pense surtout que cette modique somme que je vous envoie vous aidera... »

Suzanne JEANBOURQUIN, Besançon.

« Ci-joint un chèque de 15 NF, avec tous mes vœux de réussite et un grand merci pour ce que vous apportez à vos lecteurs... »

Mme MAYER-BLENEAU.

« Je lis « Droit et Liberté » avec beaucoup d'intérêt. J'aimerais le faire connaître à mes camarades de la mine où je travaille. Pourriez-vous m'envoyer quelques spécimens du journal, afin que je puisse faire de la propagande... La somme de 15 NF pour l'abonnement est très élevée pour ma bourse. J'avoue que je ne dispose pas toujours de cette somme, car nous chômons actuellement à la mine. Mais je ne refuse pas le journal, bien au contraire, cela est indispen-

sable pour tout antiraciste. J'aurais aimé être riche pour pouvoir vous aider davantage. »

Vital SARFATI, Marseille.

### LE « CONTENTIEUX » JUDEO-CHRETIEN EST-IL LIQUIDE ?

Dans une lettre publiée par le dernier numéro de « Droit et Liberté » M. Maurice Vaussard estime que Mme de Boisanger-Dutreil a eu tort de fustiger dans le spectacle « Le vrai mystère de la passion », la conception du procès fait à Jésus. Ce thème favori des auteurs catholiques — voir « Procès à Jésus » de Diego Fabbri présenté récemment au Théâtre Hébertot — en revient éternellement au crime commis par LES juifs de l'ancienne Palestine qui auraient condamné à mort leur propre coreligionnaire et pour lequel ils doivent éternellement payer. Mme de Boisanger-Dutreil avait, à juste titre, montré que ce genre de spectacles comporte un grave danger : celui de raviver les préjugés antisémites.

Dans sa lettre, M. Vaussard fait une comparaison inattendue : « Le procès de Jésus et sa condamnation ont été montés et voulus par une fraction de dirigeants juifs d'alors, comme le procès Dreyfus par une fraction (large) de l'Etat-Major et du monde catholique français ». Ainsi, si je comprends bien, on peut comparer ces deux « affaires » et considérer le « contentieux » judéo-chrétien comme liquidé ! Ce raisonnement n'est-il pas fallacieux ? N'est-il pas forcé ?

Où, et quand l'église catholique a-t-elle « payé » comme le peuple juif « pour le sectarisme passionnel », ainsi que l'affirme

M. Vaussard ? Et si on invoquait l'Inquisition, plutôt que l'Affaire Dreyfus ? Quel prix devrait « payer » l'église catholique ? Et la « prescription judiciaire » ne peut-elle s'appliquer à un « crime » commis il y a 20 siècles ?

Mais trêve d'ironie. Le problème est par trop dramatique. Nous ne demandons pas à M. Vaussard de changer l'Évangile. Nous apprécions à sa juste valeur le changement apporté dans les prières de Pâques où l'on a supprimé l'expression « perfides » concernant les juifs. Mais nous demandons davantage, actuellement, après le massacre d'un tiers du peuple juif dans une puissance « chrétienne ». Le temps est venu de refuser l'imprimatur aux œuvres prêchant la haine antisémite, de renoncer à des spectacles comme « Le Vrai Mystère de la Passion », ceux d'Oberammergau et de Diego Fabbri ; d'en finir, en un mot avec la « responsabilité » qui incombe au peuple juif pour la mort de Jésus. Le temps est venu d'exiger des catholiques qu'ils prêchent l'amour du prochain, en particulier du juif et qu'ils s'appliquent dans la vie. M. Vaussard est bien placé pour connaître la force de l'exemple et de la persuasion dans la lutte contre l'antisémitisme.

Alfred GRANT.

■ ERRATUM. — Dans la lettre de M. Vaussard, qu'a publiée notre dernier numéro, il est question du « Pasteur Demann ». Nos lecteurs auront compris évidemment qu'il s'agissait d'une « coquille » et que c'est du Père Demann que parlait notre correspondant. Nous nous en excusons auprès de l'un et de l'autre.

## Pour soutenir l'action du M.R.A.P.

contre le néo-nazisme, contre le racisme et l'antisémitisme

# JE SOUSCRIS

LA SOMME DE ..... NF

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Effectuer les versements au M.R.A.P., 30, rue des Jeûneurs, Paris-2<sup>e</sup>, ou à « Droit et Liberté », même adresse, C.C.P. 6070-98 Paris.

## Connaissez-vous l'Afrique ?

(Solutions du jeu de la page 9)

1. VRAI. Le GHANA régnait sur le royaume de Ouagadou du III<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècles.

2. VRAI. Au III<sup>e</sup> siècle, les SARAKOLLE, avec l'Etat organisé de Ouagadou, étaient parvenus à un stade d'organisation politique bien supérieur à celui des Germains à la même époque.

3. VRAI. C'est du moins ce que pensent certains historiens pour qui les PEULS descendent des Hébreux établis en Ethiopie et qui, par migrations, seraient arrivés en Afrique occidentale. Ainsi s'expliqueraient des traces de légendes bibliques, telle celle du Roi Salomon, conservée chez les Peuls jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle.

4. FAUX. Il s'agissait d'un empire situé dans la région du Manding sur le Haut-Niger.

5. FAUX. Ce fut, avant l'achèvement de la conquête coloniale, le seul grand Etat constitué en Afrique occidentale.

6. FAUX. Il s'agit d'un royaume du Moyen-Niger qui eut son apogée au XV<sup>e</sup> siècle, sous les règnes du Sonni Ali et de l'Askia Mohammed. La capitale en était

Tombouctou. (Ne pas confondre avec Goa.)

7. FAUX. Il s'agit d'une ville qui a ébloui les Portugais qui furent les premiers à la visiter. Sise sur le delta du Niger, elle était habitée par les Yorouba, dont la civilisation atteint son apogée vers le XIII<sup>e</sup> siècle. Le film d'Alain Resnais, « Les Statues meurent aussi » puise largement dans les œuvres artistiques de la civilisation du Bénin.

8. FAUX. La base de ce commerce était l'exportation de pacotilles (verroteries) vers l'Afrique, où l'on achetait des esclaves, lesquels étaient conduits aux Antilles, d'où l'on rapportait le sucre et les épices. La traite des esclaves fut à l'origine de la richesse de Bordeaux (entre autres activités).

9. VRAI. Jules Ferry voulait « justifier » les conquêtes coloniales sur le plan « humanitaire » : la « civilisation » exportée à coups de canon.

10. FAUX. C'était un prétexte officiel pour disposer gratuitement de la main-d'œuvre locale. Les Soudanais appelaient ces villages « Villages de captifs du Commandant ».



## Points d'histoire

# Jusqu'à la veille de la Révolution les juifs de France étaient soumis à un "PEAGE CORPOREL"

Jusqu'à la veille de la Révolution française, le « péage corporel » existait en France. Les juifs qui voulaient entrer en Basse-Alsace et à Strasbourg étaient astreints à acquitter un « péage corporel » comme le bétail et les marchandises : c'était le « juden-leibzoll ». Un savant travail du rabbin David Feuerwerker apporte toute une documentation saisissante sur cette brimade humiliante dans le dernier numéro (septembre-octobre) de la revue « Les Annales » (Ed. Armand Colin).

On apprend que « presque tous les tarifs de péages taxent les juifs parmi les animaux » et que c'est « à Strasbourg que l'on a conservé le dernier péage, inexpugnable. A l'entrée de la ville, où les juifs ne sont pas autorisés à séjourner, ils doivent acquitter ce péage qui s'élève à 31 l. 4 s. par jour et par personne; même en passant hors de la ville, ils sont assujettis à un droit de 32 s. ».

Le magistrat de Strasbourg, sans doute pour des raisons de « facilité » avait affirmé ce droit à des juifs depuis plus de 60 ans.

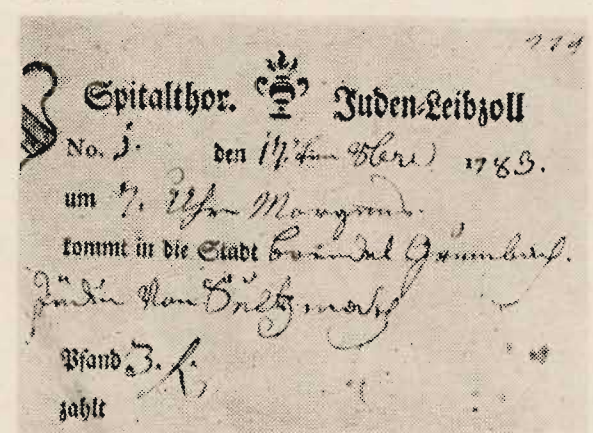
A cette époque, les juifs étaient environ 20.000 en Alsace et cette vexation gênait considérablement leurs déplacements et empêchait leur intégration à une vie économique et sociale normale. Un des syndics de la communauté juive, Cerf Berr, prend la tête d'un mouvement de réforme pour la reconnaissance des droits et de la liberté de ses coreligionnaires; il rédige un « mémoire pour la Nation juive établie en Alsace, sur son état actuel et la nécessité d'y porter remède », dans lequel il s'élève contre ce qu'il qualifie de « droit aussi humiliant que contraire au vœu de la nature (...) Il est facile de concevoir combien ce droit est exorbitant en même temps qu'injuste, puisque cette ville, étant la capitale de la province, devient le centre du commerce et qu'il est inouï de faire payer un impôt aussi considérable à des sujets qui y viennent pour acheter les choses les plus nécessaires, comme des comestibles, des étoffes pour se vêtir, ou pour consulter pour leurs affaires ou leur santé, n'ayant aucune raison d'utilité de s'y rendre, puisque tout commerce leur est interdit avec les bourgeois par les statuts particuliers de cette ville ».

Plus loin, le rabbin David Feuerwerker confirme

cette situation incroyable quand on sait toutes les professions déjà interdites aux juifs :

« En fait, il est interdit aux Strasbourgeois de faire commerce avec les juifs. » Encore faut-il ajouter qu'ils doivent verser en sus de ce péage corporel, le montant de toutes sortes d'autres droits : d'habitation, de protection, de réception, etc.

Si au début de janvier 1784 enfin, après de longs efforts, paraît enfin l'Edit royal qui abolit le péage corporel perçu sur les juifs aux portes de la ville,



Bulletin de péage délivré à un juif pour entrer à Strasbourg.

encore faut-il préciser que les intéressés, après la suppression, acceptent de verser une indemnité sous forme de rente annuelle de 2.400 livres.

Le 24 janvier 1784 le péage corporel disparaît à Strasbourg. Cependant, il faut que les parlements des autres provinces enregistrent l'Edit. Certains résistent : Paris, Rouen, Bordeaux.

Si beaucoup d'oppositions ont freiné cette élémentaire mesure de justice, en contre-partie des hommes honnêtes et libéraux du siècle des Lumières ont favorisé l'évolution nécessaire, particulièrement le mar-

chal de Ségur, ministre de la Guerre, chargé de l'Alsace, le Procureur général Doublet de Persan et Lavoisier, l'illustre savant, auquel « la nation juive fut si reconnaissante de l'abolition de ce droit qu'elle fit une députation de toute l'Eglise (sic) juive auprès de lui pour lui exprimer sa reconnaissance au nom de toute cette nation et lui offrir les gâteaux de la Pâques en signe de fraternité religieuse » (d'après une note de Mme Lavoisier-Rumford, découverte par le rabbin Feuerwerker dans les archives de l'Académie des Sciences).

Quand on songe que, selon les dispositions antérieures, le taux du péage était plus élevé pour les juifs que pour les animaux, particulièrement le porc, on comprend mieux le chemin parcouru. Mais la victoire antiraciste allait plus loin : le péage corporel aboli pour les juifs à Strasbourg, ce fut le glas pour tous les autres péages. « Pour les juifs, c'est la première mesure générale prise pour l'ensemble du royaume et qui s'applique à tous. » La voie est désormais ouverte à l'émancipation. Les esprits y sont préparés.

Nous ne pouvons mieux terminer l'analyse de cette remarquable étude qu'en reproduisant la citation de Doublet de Persan, que M. Feuerwerker a placée en exergue et qui est valable pour tous les temps :

« Les juifs sont hommes. Si on les considère comme tels, pourquoi les laisser plus longtemps dans l'esclavage et l'humiliation, pourquoi ne pas arracher cette dernière racine de persécution, ce dernier rejeton d'erreurs, fruit des siècles d'ignorance et de barbarie? » (1).

Depuis 178 ans que le péage corporel a été supprimé dans notre pays, cette étude valait la peine d'être écrite. Que le rabbin David Feuerwerker soit remercié et félicité de cet apport si intéressant et si utile à l'histoire de l'Ancien Régime.

Roger MARIA.

(1) Doublet de Persan, procureur de la Commission des Péages. Août 1783, « Réflexions de M. le Procureur Général » sur le péage corporel des juifs, adressées au « Contrôleur Général des Finances ».

## Progrès technique et éducation antiraciste

A U mois de juin dernier s'est déroulé à Prague, sous l'égide de l'U.N.E.S.C.O., un « Séminaire international sur les progrès dans la science et les techniques et l'éducation des adultes ». Tout notre programme de travail se résumait en ce titre : premièrement, prendre acte de l'énorme somme des connaissances modernes et de leur accroissement en progression géométrique ; secondement, discuter de la possibilité de répandre ces connaissances parmi les hommes.

Nous étions une centaine de délégués venus des horizons et des pays les plus divers. Dès lors on comprendra que nos idées et nos préoccupations puissent diverger dans de notables proportions. En gros, nous nous répartissions en représentants de pays capitalistes, de pays progressistes, et de pays « sous-développés ». Il faut tout de suite admettre que la tâche de nos confrères des démocraties populaires est grandement facilitée par l'application de l'idéologie marxiste, dont les efforts convergent vers une éducation de plus en plus complète des masses. On peut dire que là, mieux que partout, et bien qu'il existe encore de nombreuses difficultés matérielles à résoudre, l'éducation des jeunes et l'éducation des adultes, atteignent un niveau exceptionnel.

L'œuvre éducative sous toutes ses formes présente par contre d'immenses difficultés dans les pays sous-développés. La plupart d'entre eux sont à peine libérés de l'oppression colonialiste ou sont encore en proie à un colonialisme larvé ou à un féodalisme hérité d'un colonialisme plus ancien, comme c'est notamment le cas en Amérique du Sud. A aucun prix leurs représentants — ou du moins ceux avec lesquels nous étions en contact — ne veulent admettre l'intervention directe des pays dits « civilisés » dans leur programme d'enseignement. On les comprend d'autant mieux que certains délégués des pays capitalistes firent montre de conceptions que l'on voudrait voir disparaître chez ceux qui ont la mission d'être des éducateurs.

Pour ces derniers en effet, l'éducation des adultes se confond avec l'orientation professionnelle ou avec la qualification industrielle. Leur unique souci semble être la « promotion sociale ». Or, si nous ne mésestimons pas, tout au contraire, ces formes éminemment pratiques de l'éducation parce que le métier est une part très importante de la vie des hommes, et que nous pensons même que le travail bien fait, librement accepté, est la source des joies les plus pures, il n'en reste pas moins que le problème de l'éducation des adultes, tel que nous l'entendons et tel qu'il fut défini dans notre motion finale, est avant tout celui de l'acquisition d'une culture générale de base pour ceux qui ne purent le faire dans leurs jeunes années.

Il importe cependant de préciser que la distinction entre l'éducation universitaire et l'éducation des adultes n'est valable que dans le contexte actuel. Les efforts doivent tendre à « rationaliser » la culture.

La culture est essentielle à l'élaboration d'un monde d'où seront bannies les barrières sociales, nationales, et raciales. Ce n'est pas a priori que nous lutterons contre la tendance atavique qui est en nous de considérer le groupe auquel nous appartenons — et en passant notre propre individualité — comme supérieur aux autres. C'est par une connaissance profonde de l'Univers, du microcosme au macrocosme, que nous apprendrons de quoi nous sommes faits et notre parenté avec les autres formes de la vie, sans exception,

Par

Hilaire CUNY

existent sur l'une des nombreuses planètes d'un quelconque système stellaire disséminé dans une galaxie qui n'est que la cent-milliardième partie d'un cosmos illimité dans l'espace-temps.

Nous saurons que l'espèce humaine est un tout, et que s'il est vain de nier qu'il existe différentes races chez les hommes comme chez les animaux et chez les végétaux, il n'y a que de pseudo-infériorités raciales, dues à des défaillances éducatives, elles-mêmes originaires de simples carences protéiniques ou vitaminiques.

N'ayons pas la sottise de sombrer dans la démagogie en prétendant que, dans l'actuel, les hommes sont intellectuellement égaux. Nous savons bien qu'il n'en est rien, mais nous devons savoir aussi que ce sont nous et nos pareils, prétendument « supérieurs » parce que notre force fut surtout de naître sous des latitudes clémentes, aux ressources innombrables qui ne nous contentèrent cependant pas, qui sommes les grands responsables de la misère physique et psychique dans laquelle se débattaient un tiers de nos frères d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique. Potentiellement, ils ont les mêmes possibilités que nous pour s'instruire. Il suffit que, sans aucune arrière-pensée politique ou

économique, nous ayons à cœur de leur offrir ce qui ne sera finalement qu'une restitution de nos exactions, pour que, en quelques générations, nous ne tormions plus, avec eux, qu'un vaste ensemble œuvrant en pleine coopération.

De rudes tâches nous attendent en effet dans un avenir proche. Notre espèce, en pleine expansion démographique, aura doublé en fin de siècle et, dans 150 ans, elle aura décuplé. Si nous n'avons pas fait réintégrer à temps aux peuples sous-développés un circuit de production normal, la plupart des habitants actuels du globe qui n'ont pas dépassé la cinquantaine et a fortiori ceux qui auront juste l'âge adulte en l'an 2.000, se trouveront devant une situation dont il serait malaisé de prévoir les aboutissements.

Ces tâches ne sont pas au-dessus de nos forces ; ou du moins sont-elles très accessibles à une espèce humaine réellement évoluée où chaque individu sera solidaire des autres tout en conservant sa personnalité. Il est même certain que si chacun d'entre nous se muait en producteur, malgré que nous eussions l'obligation de produire plus, nos loisirs (et partant notre capacité à nous instruire), pourraient s'accroître considérablement.

Dans les pays capitalistes où on ne l'avoue pas, l'éducation des masses est vir-

tuellement ralentie par le souci de conserver un potentiel indispensable de travailleurs manuels. Il ne fait aucun doute que le raisonnement des défenseurs de ce principe est valable selon les normes actuelles, et si Platon ne s'éleva jamais contre l'esclavage, tout au contraire, ce fut en fonction de préoccupations semblables.

Demain, pour les tâches essentielles qui permettront à l'humanité pléthorique de se survivre avant de tenter la grandiose aventure spatiale, c'est-à-dire pour faire fructifier les terrains cultivables mais incultes, pour exploiter rationnellement les ressources océanes, pour mettre en valeur les terres arides et pour toutes les autres occupations qui fourniront le nécessaire à tous, nous assisterons à la reconversion que nous promet l'automatisation.

Contrairement à l'opinion courante en effet, la cybernétique et ses applications ne feront pas de l'homme un robot. C'est au stade du travail « à la chaîne » que l'ouvrier est un robot. Peu à peu (des impératifs financiers seuls freinent les progrès de l'automatisation), le manœuvre d'hier, dans l'usine ou dans l'agriculture, va se muer en « surveillant de robots », ce qui ne nécessite pas, il est vrai, d'études supérieures, mais ce qui lui permettra de les entreprendre, car son labeur ne sera plus, ni obrutissant, ni harassant...

## UNE IMPOSTURE

(Suite de la page 5.)

### SON BUT VERITABLE

Et si vous contestez le nombre de juifs polonais exterminés, que ne contestez-vous, dans les conférences de presse de Goebbels de 1940, l'invitation qu'il lance aux dignitaires nazis d'assister à la projection d'un film sur les premières exterminations de juifs en Pologne « séance strictement réservée ».

Oui, le traducteur de Nyszli a « adapté » l'ouvrage du médecin légiste d'Auschwitz, et l'adaptation est mauvaise. J'ai dit ailleurs le terrible malaise que cause ce « compte rendu d'autopsie », qu'un de mes amis a lu dès 1945 à Budapest, en manuscrit. Terrible accusation contre le nazisme que celle de ce témoin qui a sauvé sa peau et celle de sa famille en s'en faisant le serviteur passif. Il est plus simple de contester des chiffres, Monsieur Rassinié. Pouvez-vous dire à un mètre carré près quelle était la surface de votre block à Buchenwald?

Pour déterminer l'étendue exacte du génocide juif, Monsieur Rassinié sait très bien qu'il n'est possible de le faire qu'à un million près et je ne me permettrais pas aujourd'hui d'apporter des preuves statistiques. Mais celui qui mettant en cause les chiffres, les faits, noyant le poisson des responsabilités, dissertant sur les traductions, sur les principes, sur les surfaces, dans un embrouillamini d'où seule surnage son idée fixe, celui qui veut prouver qu'il n'y a jamais eu d'extermination des juifs et que la « solution finale » représentait simplement un programme de croisière à Madagascar, quel but poursuit-il?

Il lui est facile d'affirmer qu'il hait le racisme, la guerre, la bombe atomique, alors que son but véritable est d'attiser la haine contre les rares rescapés du nazisme, et prenant la défense des bourreaux, de jeter le discrédit sur ceux qui poursuivent le véritable combat contre le racisme, l'antisémitisme et la haine.

Olga WORMSER.



# Mouloud Feraoun : La Révolte

## IL N'Y A JAMAIS EU MARIAGE

Novembre-décembre 1955.

Le temps est lointain, sans doute, où nos aïeux ont lutté contre l'envahisseur et tenté vainement de lui résister : ils ont été battus et se sont soumis. L'envahisseur s'est installé en maître et nos aïeux sont devenus ses sujets. Puis la maîtrise de même que la servitude se sont transmises ainsi de père en fils. Et voilà que maintenant tout est remis en question. Que s'est-il passé depuis un siècle ? Quels rapports avons-nous entretenus avec les maîtres ?

Oh ! bien sûr le problème est très vaste et il exigerait si on voulait l'étudier, des développements très vastes. Il faudrait le voir sous tous les angles et auparavant, en poser toutes les données. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement d'essayer de comprendre pourquoi cette unanimité dans la rébellion, pourquoi tout d'un coup la population dans son ensemble constate l'existence d'un large fossé et se tient prête à l'élargir davantage, pourquoi des gens si pacifiques, si peu exigeants, si raisonnables, sont devenus réfractaires du jour au lendemain, pourquoi le divorce est si brutal, si définitif et que ce sont précisément les plus faibles, les plus arriérés, en somme les bénéficiaires de l'alliance, pourquoi ce sont eux qui prononcent ce divorce en dépit des menaces qui pèsent sur leurs têtes et des pires souffrances qu'ils supportent.

La vérité, c'est qu'il n'y a jamais eu mariage. Non. Les Français sont restés à l'écart. Dédaigneusement à l'écart. Les Français sont restés étrangers. Ils croyaient que l'Algérie c'était eux. Maintenant que nous nous estimons assez forts ou que nous les croyons un peu faibles, nous leur disons : « Non messieurs, l'Algérie c'est nous. Vous êtes étrangers sur notre terre. »

Ce qu'il eût fallu pour s'aimer ? Se connaître d'abord, or, nous ne nous connaissons pas (...). Un siècle durant, on s'est coudoyé sans curiosité, il ne reste plus qu'à récolter cette indifférence réfléchie qui est le contraire de l'amour.

## L'IMPOSSIBLE PAIX DES CŒURS

9 décembre 1955

APRÈS l'Aid, je suis revenu à Fort-National où j'ai retrouvé mes amis et mes habitudes. Entre eux, les Kabyles se moquaient doucement des Français qu'ils sentaient méfiants, pleins de haine rentrée à notre égard mais souriants et faisant toutes sortes d'avances, comme si nous étions tous et au même degré menaçants, machiavéliques et conspirateurs. Dans mes promenades avec Q. O., nous constatons avec objectivité que notre situation était embarrassante, en effet. Nos amis français ou plus simplement nos camarades voudraient nous voir leur manifester une cordialité démonstrative qu'ils n'eussent jamais souhaitée naguère et ils étaient prêts à extérioriser pour nous des sentiments de fraternité qui, en d'autres temps, nous eussent profondément touchés et définitivement conquis. Nous ne sentions derrière ces tentatives aucune espèce d'hypocrisie. Nos concitoyens recherchaient sans équivoque « la paix des cœurs », l'impossible paix des cœurs. Alors, Q. O. et moi, nous constatons avec objectivité qu'en dépit de l'apparence, la situation de tous n'était pas la même.

— Tu vois, me disait-il, au cours de nos promenades, ce pays tourmenté, ces vallées profondes, ces massifs couverts de maquis épais, qui se serrent les uns derrière les autres comme des hordes de guerriers barbares, ces villages miteux, en vigie sur les crêtes ? Tout cela est en train de se réveiller de son engourdissement séculaire. Comment expliquer à ceux qui s'étonnent et ont peur, comment leur faire comprendre qu'on demeure impuissant devant ce réveil, que nul ne saurait discipliner son élan, car sa colère est grande.

Le pays se réveille, aveuglé par la colère et plein de pressentiments ; une force confuse monte en lui doucement. Il en est tout effrayé encore, mais bientôt il en aura pleine conscience. Alors il s'en servira et demandera des comptes à ceux qui ont prolongé son sommeil.

Chaque fois que nous franchissons les remparts pour rentrer à l'intérieur de la ville, nous rencontrons des Français avec qui nous échangeons nos saluts habituels, nos sourires, nos bonnes paroles. Parfois, nous prenions l'anisette en groupe. Nous nous persuadions que rien n'était changé, et ne changera jamais. Nous avions plaisir à tromper nos amis et en toute humilité nous acceptions de nous tromper nous-mêmes. Cela dura ainsi jusqu'au mois d'août. Le changement brutal date du mois d'août.

## AU TRAVERS DE TOUS LES MIRAGES

18 décembre 1955

DE plus en plus, on voit les quelques Français civils s'agglomérer devant un de leurs cafés vides de Kabyles. Lorsque, en flâneurs, ils parcourent la grande rue, l'air sérieux, le regard plus sérieux encore, c'est en groupe de trois ou quatre, et les saluts qu'ils vous adressent sont de plus en plus cérémonieux et rares. Ils se serrent visiblement les coudes et font mine d'oublier leurs rivalités habituelles qui étaient la base de leur amitié pour les Kabyles.

— Du moment qu'ils s'entendent, c'est qu'ils sont contre nous ; ils ont le cœur pourri de haine, se disent entre eux les Kabyles.

D'ailleurs, à partir de l'instant où il est admis de les apprécier tous en bloc, personne n'est plus gêné pour leur trouver tous les défauts. Il n'est plus question de M. Eugène ou Jojo, mais du Français conquérant qui a usurpé sa place et s'enrichit sur notre dos. Lorsqu'on se hausse aux généralités, on découvre avec stupeur de très larges horizons ; on se sent l'égal de tous les hommes qui peuplent la planète et et l'on se demande quelle aberration, quel aveuglement, quelle veulerie nous ont tenus ainsi dans la servitude et la misère ; pourquoi nous avons supporté des chefs, des maîtres, des patrons, des directeurs, venus on ne sait d'où, spécialement pour nous regarder de haut, et amasser dédaigneusement et sans effort les sous que nous gagnons avec peine. Nous voyons subitement clair et loin. Si loin que nos regards passent au travers de tous les mirages qu'on essaie encore de faire miroiter pour nous tromper, si loin que nous ne voulons plus discuter parce que, enfin, nous possédons notre vérité et que notre vérité ne saurait se discuter. Elle est différente de celle des autres, d'accord. Mais cherchons-nous à discuter celle des autres ? Alors qu'on nous laisse tranquille, bon Dieu !...

Les prépondérants habitués au beau rôle et au tutoiement en étaient à la peur ou la colère selon les personnes, le lieu ou les circonstances. Ils s'entendaient à ne pas comprendre. Il faut se mettre à leur place. Lorsqu'on s'est installé dans une situation, qu'on a tissé son réseau d'habitudes, construit une existence sur un passé solide en vue d'un avenir raisonnable, il est difficile de concevoir l'écroulement de l'édifice. Il est difficile d'admettre que des hommes que vous connaissez pour être accommodants, satisfaits de leur sort comme vous l'êtes du vôtre, que ces hommes pacifiques viennent tout d'un coup vous demander des comptes, remettent en question votre passé et menacent votre avenir. Non, il faut garder la tête froide, faire confiance à nos gouvernants bien qu'on n'approuve pas leur mansuétude qui ressemble un peu à de la faiblesse. Il faut

faire confiance à nos soldats : le brigandage cessera bientôt, la paix reviendra en même temps. Et de nouveau la vie sera belle. Ce qui se passe en ce moment aura servi de leçon. Nous n'oublierons certes pas. « Poignez vilain, il vous oindra ! »

Oh ! oui, il y en a qui s'accrochent, qui sont pris de panique mais continuent à s'accrocher aux anciens privilèges, continuent de parler, d'agir en maîtres, malgré l'air narquois des Kabyles qui, eux, croient que la nuit du 4 août est largement dépassée car, d'abord, cette nuit du 4 août, ils n'en veulent plus.

— A quoi bon ? Nous sommes chez nous, non ?

L'administrateur, le juge, le notaire se comportent toujours en chefs et prodiguent à ceux qui les touchent leur descendante protection ; le gendarme Joseph tutoie sans façon un directeur d'école pour lui demander ses papiers. Simplement parce que ce directeur est Kabyle et qu'il a sa femme voilée auprès de lui (...)

LE 15 mars dernier, l'écrivain Mouloud FERAOUN, qui participait, comme inspecteur des Centres Sociaux, à une réunion de travail, à Alger, était lâchement assassiné, avec cinq de ses collègues, par un commando de l'O. A.S. Peu avant, il avait confié à son ami Emmanuel Roblès, son Journal des années 1955 à 1962, lui demandant de le publier aux Editions du Seuil, dans la collection « Méditerranée » qu'il dirige.

Cette publication vient d'avoir lieu, quelques mois après la mort tragique de l'auteur. Et ces mémoires d'outre-tombe constituent avant toute chose une dénonciation des brutes sanglantes, des barbares qui, sortant leur revolver quand ils entendent parler de culture, ont voulu tuer cet homme tout ce qui donne un sens au mot : civilisation.

« Oui, le voici, écrit Emmanuel Roblès dans sa brève présentation, tel qu'il était, patient, généreux, obstiné, tout imprégné des vertus de ces montagnards de Kabylie, épris d'honneur et de justice. Le voici avec sa sympathie humaine, sa confiance dans les êtres et aussi avec ses déchirements... »

Mouloud Feraoun n'était pas un « fanatique ». On le voit, au cours de ces six années et demie, chercher douloureusement la vérité. Il écrit au jour le jour ce qu'il voit, ce qu'il entend, ce qu'il ressent, « bon ou mauvais, vrai ou faux, juste ou injuste ». Il ne faut pas attendre de lui une analyse politique : ce qui l'intéresse, c'est l'Homme : ce qu'il fait, ce qu'il devient au milieu de ce drame hallucinant.

Mais s'il souffre de toutes les horreurs, de toutes les erreurs, d'où qu'elles viennent, s'il est, en un mot, sans parti-pris, il ne se place pas pour autant au-dessus de la mêlée.

Il vibre avec ses frères, dont sa culture française, ses fonctions d'enseignant, et les pressions de toutes sortes ne peuvent le séparer. Il veut comprendre, en dépit de sa haine pour toute violence, ceux qui, se battant dans le maquis, expriment le degré le plus élevé de la conscience nationale. Et tout au long de ces pages tourmentées, la seule certitude, le seul espoir, c'est le peuple, c'est sa révolte venue du fond de la réalité algérienne, contre l'oppression et le racisme, pour la dignité et une vraie fraternité.

Nous reproduisons ici, avec l'aimable autorisation des Editions du Seuil, quelques extraits du Journal où Mouloud Feraoun analyse, précisément, les sources de ce mouvement unanime et irrésistible. C'est une pièce importante au dossier du drame algérien, qui n'est pas prêt d'être fermé.

« Je crois, disait Pascal, aux témoins qui se font égorger ». Mouloud Feraoun est de ceux-là.

Albert LEVY.

## POURQUOI SE LEURRER ?

13 décembre 1955

LES gens de chez moi que j'ai pu rencontrer à Paris ou dans le Nord ont tous conscience de l'immense injustice dont ils souffrent. Ce sont des victimes qui n'ignorent plus leur état, mais qui en connaissent également la cause et les responsables. Ce Français chez qui ils viennent travailler, gagner leur pain, c'est lui l'ennui, c'est lui la cause de leur

nous avons fini par leur faire croire qu'ils étaient sincères avec nous, qu'ils étaient bons et supérieurs. Maintenant, il faut qu'ils sachent la vérité : ils ne nous tiennent pas et nous ne les aimons plus. Dès lors pourquoi se leurrer ?

## LES CAUSES PROFONDES

26 novembre 1960.

À présent, ce sont les Français que gagne la lassitude. Les Arabes eux, reprennent espoir et comprennent que la délivrance est proche.

Une délivrance qui viendra de cette lassitude et se confondra avec la victoire. Oui, je pense que ce sera la victoire. Incontestablement, la victoire de la population qui a accepté la souffrance et surtout la victoire du fellagha qui n'a jamais cessé de se manifester peu ou prou, malgré les sacrifices les plus lourds et l'inimaginable disproportion entre la force dont il peut faire preuve et celle dont dispose son adversaire. L'indépendance est désormais acquise. Grâce aux patriotes, grâce au patriotisme. Vive l'Algérie ! Que vienne à s'instaurer n'importe quel régime, il sera le bienvenu pourvu qu'il émane des Algériens eux-mêmes. C'est tout.

Ceux qui auront à méditer sur les causes profondes du succès se douteront que ce qui aura fait la puissance des Algériens, c'est le fait d'avoir eu à subir les Français un siècle durant. Cela nous a donné l'habitude de supporter les pires humiliations et de ruser supérieurement avec eux. Lorsque, à partir de 1955, ils se sont mis systématiquement à nous piétiner, à nous avilir, à nous massacrer, il y a eu parmi nous une longue période de colère, d'effolement, d'indicible désespoir. Puis, nous nous sommes installés dans notre malheur et chacun, pour son compte, a bien vite compris que nous nous trouvions replongés dans les premiers temps de la conquête, ces temps dont nous entretenaient les vieux et que nous croyions révolus. Alors nous avons compris qu'il fallait revivre en vaincus et nous avons accepté la vie qui nous était proposée. Mais, ce n'était plus une vie bouchée, sans issue et sans espoir. Les maquisards derrière les barbelés des monstrueux « villages de France », tendaient leurs pauvres embuscades et mouraient l'insulte à la bouche, nous exhortant à la patience et usant celle de l'adversaire.

Eternelle histoire du roseau ! Il faudrait que nos enfants sachent à quel point leurs aïeux ont souffert, à quel prix ils héritent d'un nom, d'une dignité, du droit de s'appeler Algériens sans courber la tête, comme le frère roseau de la fable !

On devrait pouvoir réunir une multitude d'historiens relatant les milliers de drames. Les milliers de morts, les clameurs de rage, les torrents de larmes et les mares de sang qui auront marqué comme des stigmates cette terre où nous avons eu le malheur de naître et qu'on veut nous enlever comme si nous étions des bâtarde. Il serait bon qu'on sache tout cela plus tard et qu'on se dise : « Après tout, nos pères avaient tout de même beaucoup de mérite et nous pouvons en être fiers ».



malheur. Désormais, un infranchissable fossé nous sépare, ce ne sont plus des maîtres, des modèles ou des égaux, les Français sont des ennemis. Ils l'ont toujours été d'ailleurs, avec tant d'aisance dans leurs manières, tant d'assurance dans leurs paroles et leurs actes et tant de naturel que nous avons été conquis, non par leur haine, mais par leur bonté. Les manifestations de leur bonté à notre égard n'étaient que celles de leur haine. Mais leur haine était si intelligente que nous ne la comprenions pas. Nous la prenions pour de la bonté. Ils étaient bons, nous étions mauvais. Ils étaient civilisés, nous étions barbares. Ils étaient chrétiens, nous étions musulmans. Ils étaient supérieurs, nous étions inférieurs. Voilà ce qu'ils ont réussi à nous faire croire, voilà pourquoi leurs petites libéralités étaient pour nous les effets de leur bonté. Les plus sincères d'entre nous, les plus intelligents aussi leur manifestaient à l'occasion une reconnaissance infinie et une admiration sans bornes. Et à notre tour,